

Banque nationale suisse
Investissements directs en 2011

Editeur

Banque nationale suisse
Statistique
CH-8022 Zurich
Téléphone: +41 44 631 31 11

Renseignements

bop@snb.ch

Abonnements, exemplaires isolés et changements d'adresse

Banque nationale suisse, Bibliothèque, case postale, CH-8022 Zurich
Téléphone: +41 44 631 32 84; fax: +41 44 631 81 14
E-mail: library@snb.ch

Langues

Le présent rapport est publié en langues française, allemande et anglaise.

Internet

Les publications de la Banque nationale suisse sont disponibles sur Internet, à l'adresse www.snb.ch, Publications/Publication de données statistiques.

Droit d'auteur/copyright ©

La Banque nationale suisse (BNS) respecte tous les droits de tiers, notamment ceux qui concernent des œuvres susceptibles de bénéficier de la protection du droit d'auteur (informations ou données, libellés et présentations, dans la mesure où ils ont un caractère individuel).

L'utilisation, relevant du droit d'auteur (reproduction, utilisation par Internet, etc.), de publications de la BNS munies d'un copyright (© Banque nationale suisse/BNS, Zurich/année, etc.) nécessite l'indication de la source, si elle est faite à des fins non commerciales.

Si elle est faite à des fins commerciales, elle exige l'autorisation expresse de la BNS.

Les informations et données d'ordre général publiées par la BNS sans copyright peuvent aussi être utilisées sans indication de la source.

Dans la mesure où les informations et les données proviennent manifestement de sources tierces, il appartient à l'utilisateur de ces informations et de ces données de respecter d'éventuels droits d'auteur et de se procurer lui-même, auprès des sources tierces, les autorisations en vue de leur utilisation.

Limitation de la responsabilité

Les informations que la BNS met à disposition ne sauraient engager sa responsabilité. La BNS ne répond en aucun cas de pertes ni de dommages pouvant survenir à la suite de l'utilisation des informations qu'elle met à disposition. La clause de non-responsabilité porte en particulier sur l'actualité, l'exactitude, la validité et la disponibilité des informations.

© Banque nationale suisse, Zurich/Berne 2012

Date de publication

Décembre 2012

Impression

Neidhart + Schön AG, CH-8037 Zurich

ISSN 1662-4300 (version imprimée)

ISSN 1661-1543 (version électronique)

Table des matières

Page

4	Aperçu
6	Investissements directs suisses à l'étranger
6	Exportations de capitaux
7	Stocks d'investissements directs
8	Revenus de capitaux
9	Effectifs
10	Investissements directs étrangers en Suisse
10	Importations de capitaux
11	Stocks d'investissements directs
11	Revenus de capitaux
12	Effectifs
13	Thèmes spéciaux
13	Les investisseurs directs suisses et leurs effectifs en Suisse et à l'étranger
14	Ventilation des investissements directs étrangers en Suisse selon le pays d'origine de l'investisseur ultime
17	Nombre d'entreprises en Suisse à participation étrangère majoritaire
18	Commentaires
18	Modifications par rapport à l'année précédente
18	Fondements méthodologiques et statistiques
19	Fondements juridiques
20	Définition des groupes de branches
21	Définition des pays et des régions
A1	Tableaux
A24	Autres publications de la BNS contenant des données sur les investissements directs

Aperçu

Recul général des exportations de capitaux en vue d'investissements directs, mais nette progression dans l'industrie – L'Asie principale destination – Les stocks d'investissements directs suisses à l'étranger atteignent pour la première fois la barre des 1 000 milliards de francs – Baisse des importations de capitaux en vue d'investissements directs étrangers en Suisse

Les exportations de capitaux en vue d'investissements directs suisses à l'étranger ont diminué, passant de 83 milliards de francs en 2010 à 42 milliards en 2011. Leur recul était dû principalement à une baisse des investissements effectués par les sociétés financières et holdings en mains étrangères; les exportations de capitaux de ces sociétés se sont en effet inscrites à 3 milliards de francs, contre 41 milliards l'année précédente. Les fortes fluctuations des flux de capitaux des entreprises de ce groupe de branches n'ont rien d'exceptionnel et sont souvent sans aucun lien avec l'évolution générale des investissements directs. Abstraction faite des sociétés financières et holdings en mains étrangères, les investissements directs à l'étranger n'ont enregistré qu'un léger repli, passant de 41 milliards de francs en 2010 à 39 milliards en 2011. D'une année à l'autre, les entreprises du commerce, les compagnies d'assurances et les banques ont réduit leurs investissements à l'étranger, alors que les entreprises de l'industrie, en particulier du groupe de branches *Chimie et plastique*, les ont nettement accrus. Comme l'année précédente, les entreprises suisses ont investi en majeure partie outremer, les pays d'Asie ayant pour la première fois accueilli les flux de capitaux les plus importants.

En 2011, les stocks d'investissements directs suisses dans les filiales à l'étranger ont augmenté de 30 milliards pour atteindre 1 000 milliards de francs. Cette progression a reposé principalement sur les exportations de capitaux, l'évolution des cours de change ayant eu par contre un impact légèrement négatif sur la valeur en francs des stocks d'investissements directs. Les effectifs des filiales à l'étranger se sont accrus de 5% et atteignaient 3,0 millions de personnes fin 2011. En Asie, la hausse des effectifs a été de 16%, soit un rythme une nouvelle fois supérieur à la moyenne. Presque un quart des personnes travaillant à l'étranger pour des investisseurs directs suisses étaient employées en Asie (23%, contre 21% en 2010).

Les revenus tirés des investissements directs à l'étranger ont fléchi de manière exceptionnellement forte, passant de 75 milliards à 44 milliards de francs. Le recul a concerné la plupart des groupes de branches; c'est dans les filiales des sociétés financières et holdings qu'il a été le plus marqué.

Par rapport à d'autres pays, la Suisse détient un volume élevé d'investissements directs à l'étranger. Fin 2010, elle occupait le septième rang mondial en termes d'investissements directs à l'étranger (source: FMI, <http://cds.imf.org>). Plusieurs raisons expliquent le rang élevé de la Suisse dans ce classement, notamment la présence sur son sol de nombreux sièges principaux de grands groupes multinationaux et l'attrait qu'elle présente, comme lieu d'implantation, pour les holdings en mains étrangères. Les six premières places étaient occupées par les Etats-Unis, le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne, les Pays-Bas et le Luxembourg, ces deux derniers pays abritant eux aussi de nombreux holdings.

Investissements directs en 2011: aperçu

Tableau 1

		2010	2011	Variation en %
Investissements directs suisses à l'étranger				
Exportations de capitaux	en milliards de francs	82.7	42.0	-49.2
Stocks d'investissements directs	en milliards de francs	970.4	1 000.3	3.1
Revenus de capitaux	en milliards de francs	75.3	44.1	-41.4
Effectifs	en milliers de personnes	2 820.6	2 963.5	5.1
Investissements directs étrangers en Suisse				
Importations de capitaux	en milliards de francs	33.9	10.5	-69.1
Stocks d'investissements directs	en milliards de francs	580.4	606.8	4.5
Revenus de capitaux	en milliards de francs	37.5	35.6	-5.2
Effectifs ¹	en milliers de personnes	419.6	430.6	2.6

¹ Y compris les entreprises qui n'entrent pas dans la statistique des investissements directs du fait qu'elles n'atteignent pas le seuil déterminant pour la participation aux enquêtes dans ce domaine.

Les importations de capitaux en vue d'investissements directs étrangers en Suisse se sont établies à 10 milliards de francs, contre 34 milliards en 2010. Le recul est essentiellement dû à l'évolution des crédits au sein de groupes. En 2011, ce poste s'est soldé par une exportation de fonds de 4 milliards de francs, alors que des capitaux, à hauteur de 15 milliards, avaient été importés l'année précédente.

Les stocks d'investissements directs étrangers en Suisse ont progressé de 26 milliards pour s'inscrire à 607 milliards de francs. Cette augmentation tient principalement au fait qu'une entreprise jusqu'alors en mains suisses est passée dans la catégorie *en mains étrangères*. Selon la ventilation fondée sur le pays de l'investisseur immédiat, les stocks d'investissements directs ont enregistré une hausse en particulier dans les groupes de pays *Reste de l'Europe* (Europe hors UE) et *Asie*; selon la ventilation fondée sur le pays de l'investisseur ultime, la progression concerne principalement le groupe de pays *Reste de l'Europe* et les Etats-Unis. Les stocks d'investissements directs provenant de l'UE ont accusé un net recul, indépendamment de la ventilation retenue.

Les revenus que l'étranger a tirés des investissements directs en Suisse ont porté sur 36 milliards de francs, soit légèrement moins qu'en 2010 (38 milliards). Ce recul s'explique principalement par les recettes moindres enregistrées dans les deux groupes de branches *Commerce* et *Assurances*. En revanche, les revenus du secteur de l'industrie ont progressé.

Fin 2011, les entreprises étrangères employaient 431 000 personnes en Suisse, ce qui représente 11 % de l'ensemble des effectifs de l'industrie et des services en Suisse (4,1 millions de personnes).

Investissements directs suisses à l'étranger

Exportations de capitaux

Les exportations de capitaux en vue d'investissements directs à l'étranger sont descendues à 42 milliards en 2011, après avoir atteint 83 milliards de francs en 2010. Les sociétés financières et holdings en mains étrangères, dont les exportations de capitaux ont passé de 41 milliards à 3 milliards de francs, ont joué un rôle prépondérant dans ce recul. Nombre d'entre elles appartiennent à de grands groupes multinationaux dont le siège principal est à l'étranger, et gèrent depuis la Suisse les participations que ces groupes détiennent dans le monde. Les fortes fluctuations des flux de capitaux des entreprises de ce groupe de branches n'ont rien d'exceptionnel et sont souvent sans aucun lien avec l'évolution générale des investissements directs.

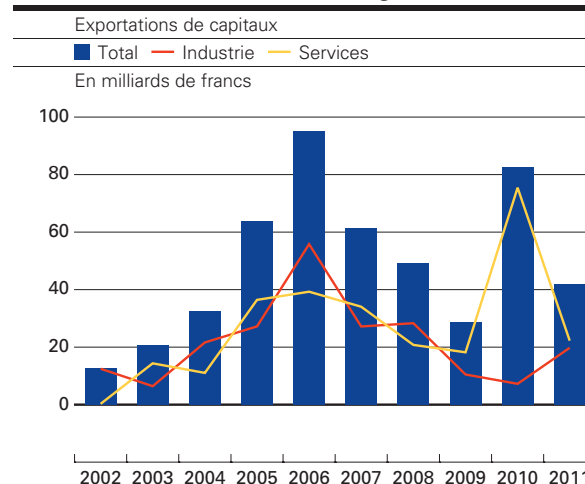
En revanche, les exportations de capitaux de l'ensemble des autres branches n'ont que peu diminué: alors qu'elles étaient de 41 milliards de francs en 2010, elles se sont inscrites à 39 milliards en 2011. Leur évolution a toutefois varié sensiblement d'une branche à l'autre. Les entreprises de l'industrie ont ainsi investi 20 milliards de francs à l'étranger, soit un montant nettement supérieur à celui de l'année précédente (7 milliards). Elles ont financé leurs filiales à l'étranger par des crédits au sein de groupes et par des bénéfices réinvestis. Les entreprises du groupe de branches *Chimie et plastique* sont celles qui ont le plus investi à l'étranger (17 milliards de francs). Par contre, les entreprises du groupe *Métallurgie et machines* ont rapatrié des fonds pour un montant de 8 milliards de francs en vendant des participations et en procédant à des réductions de fonds propres. Les exportations de capitaux des entreprises des services (hors sociétés financières et holdings en mains étrangères) ont fléchi, passant de 34 milliards en 2010 à 20 milliards de francs en 2011. Les entreprises du commerce, en particulier, ont beaucoup moins investi à l'étranger que l'année précédente. Les exportations de

capitaux des compagnies d'assurances et des banques ont elles aussi diminué d'une année à l'autre.

Comme en 2010, les entreprises suisses ont investi principalement outre-mer. Le flux de fonds vers les pays d'Europe n'a porté que sur 3 milliards de francs en chiffres nets. Pour la première fois, les pays d'Asie ont été les principaux bénéficiaires des investissements directs suisses, 17 milliards de francs y ayant été investis (2010: 9 milliards). De cette somme, 5 milliards de francs ont afflué vers la Chine, principalement du fait d'acquisitions. Les flux de fonds à destination des Emirats arabes unis (4 milliards) et du Japon (3 milliards de francs) ont découlé de restructurations au sein de grands groupes. Les investisseurs suisses ont également renforcé leurs implantations en Australie, à hauteur de 5 milliards de francs, alors qu'ils avaient rapatrié 1 milliard de ce pays en 2010. Les investissements directs vers les Etats-Unis ont par contre passé de 24 milliards de francs à 12 milliards. La plupart des groupes de branches ont contribué à ce recul, seules les entreprises du groupe *Chimie et plastique* ayant nettement plus investi que l'année précédente dans leurs filiales outre-Atlantique; la majeure partie des exportations de capitaux vers les Etats-Unis est ainsi imputable à ce groupe. Le flux de fonds vers les pays d'Amérique centrale et du Sud a lui aussi diminué, pour s'établir à 5 milliards de francs. En 2010, ces pays avaient bénéficié d'un afflux de 28 milliards de francs, soit un montant exceptionnellement élevé. Les investissements directs dans les pays de l'UE ont porté sur 5 milliards de francs, contre 20 milliards l'année précédente; les bénéfices réinvestis et les acquisitions ont été en partie compensés par des rapatriements dans le domaine des crédits au sein de groupes. Les entreprises suisses ont investi principalement en Belgique (5 milliards de francs) et en Allemagne (4 milliards); elles ont rapatrié des fonds avant tout de leurs filiales au Royaume-Uni (2 milliards). Elles ont également réduit, de 3 milliards de francs, leurs placements dans les centres financiers offshore d'Europe (îles Anglo-Normandes et Gibraltar).

Graphique 1

Investissements directs à l'étranger



Stocks d'investissements directs

En 2011, les stocks d'investissements directs suisses à l'étranger ont augmenté de 30 milliards pour atteindre 1 000 milliards de francs. Leur progression a reposé principalement sur les exportations de capitaux, alors que l'évolution des cours de change a légèrement pesé sur la valeur en francs des stocks d'investissements directs. L'accroissement des stocks a découlé pour une large part des crédits au sein de groupes. La composante *Capital social* n'a pratiquement pas varié à l'étranger.

Cette hausse est due, pour moitié environ, au secteur de l'industrie, dont les stocks d'investissements directs dans les filiales à l'étranger ont progressé de 15 milliards, s'établissant à 314 milliards de francs. Au sein de l'industrie, le groupe de branches *Chimie et plastique* détenait toujours les stocks d'investissements directs à l'étranger les plus élevés. Ses stocks ont aussi enregistré l'accroissement le plus marqué par rapport à 2010. Ils ont en effet augmenté de 20 milliards pour s'inscrire à 133 milliards de francs. Les stocks d'investissements directs détenus par le groupe de branches *Métallurgie et machines* ont par contre diminué de 9 milliards pour s'établir à 37 milliards de francs, la raison en étant des désinvestissements. La part du secteur secondaire au volume total s'est maintenue à 31%.

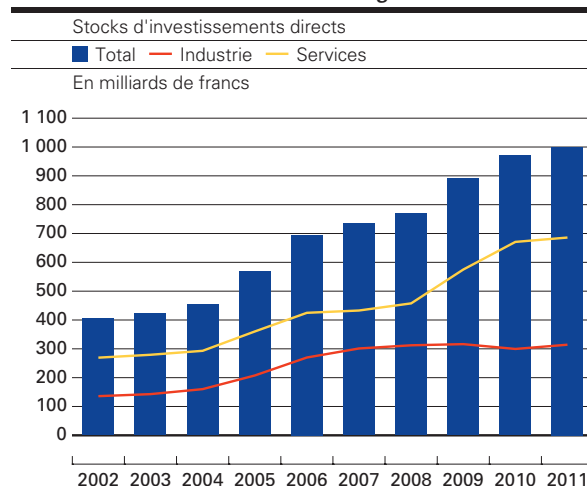
Les stocks d'investissements directs des filiales des sociétés financières et holdings sont restés inchangés, à 385 milliards de francs, comme en 2010. En revanche, les stocks d'investissements directs dans les filiales à l'étranger des compagnies d'assurances ont augmenté de 13 milliards pour atteindre 132 milliards de francs. Ceux des filiales des entreprises du commerce ont progressé de 3 milliards, passant à 70 milliards de francs.

La répartition géographique montre que 40% des stocks d'investissements directs suisses à l'étranger, soit 404 milliards de francs, étaient détenus dans les pays de l'UE, contre 42% (406 milliards) fin 2010. Parmi ces pays, le Luxembourg présentait les stocks les plus élevés (79 milliards de francs), comme l'année précédente. Il devançait le Royaume-Uni (69 milliards de francs). Les stocks d'investissements directs dans les filiales suisses situées dans ce pays ont reculé de 9 milliards de francs, une nette baisse qui découlait essentiellement d'opérations portant sur des crédits au sein de groupes.

Les stocks d'investissements directs suisses aux Etats-Unis ont augmenté de 20 milliards pour s'inscrire à 198 milliards de francs; la progression a été particulièrement sensible dans les filiales aux Etats-Unis des entreprises du groupe de branches *Chimie et plastique*. En outre, les entreprises suisses détenaient des investissements directs à hauteur de 183 milliards de francs en Amérique centrale et du Sud (+4 milliards) et pour un montant de 97 milliards en Asie (+9 milliards). De ces 9 milliards de francs, 5 milliards sont dus aux stocks d'investissements directs suisses en Chine, qui ont fortement augmenté et atteint 13 milliards de francs, à la suite d'acquisitions.

Graphique 2

Investissements directs à l'étranger

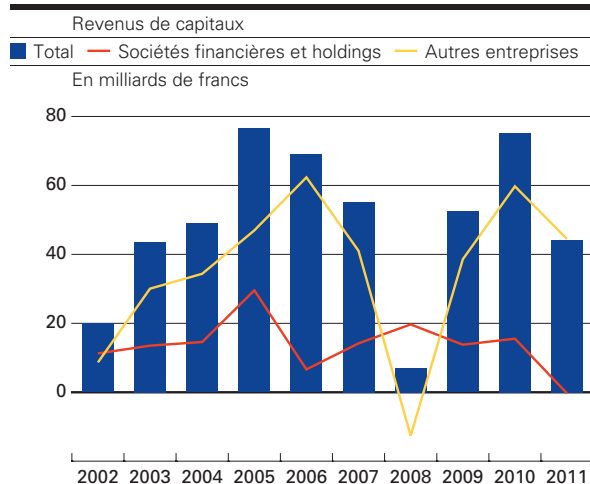


Revenus de capitaux

Les revenus tirés des investissements directs suisses à l'étranger ont diminué, s'inscrivant à 44 milliards de francs, contre 75 milliards en 2010. La plupart des branches et des groupes de branches ont enregistré des revenus de capitaux moins élevés. Le repli a été particulièrement marqué pour les sociétés financières et holdings: elles ont en effet affiché de faibles pertes en 2011, alors que les revenus qu'elles avaient tirés de capitaux une année auparavant avaient porté sur 16 milliards de francs. En outre, les filiales à l'étranger des banques ont accusé de légères pertes, après avoir dégagé des revenus à hauteur de 5 milliards en 2010. Par contre, les filiales à l'étranger du groupe de branches *Chimie et plastique* ont affiché des revenus de 11 milliards de francs, comme en 2010. Les filiales à l'étranger des compagnies d'assurance ont enregistré des revenus légèrement supérieurs en 2011, soit 13 milliards de francs, contre 12 milliards de francs une année auparavant.

Graphique 3

Investissements directs à l'étranger



Effectifs

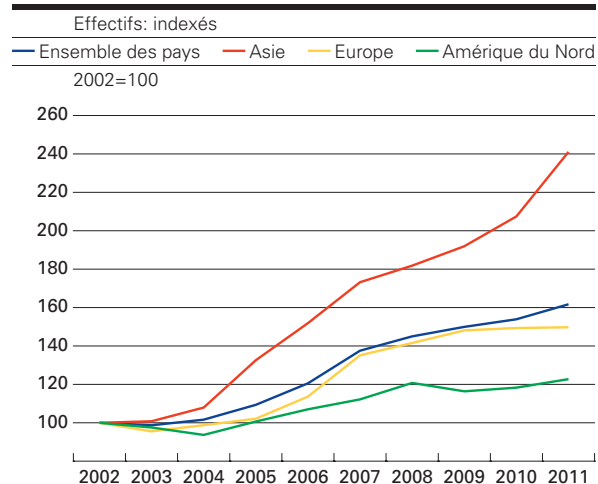
A la fin de l'année, 2 964 000 personnes travaillaient dans les implantations suisses à l'étranger, ce qui correspond à une augmentation de 143 000 ou de 5% en un an. La hausse a été particulièrement marquée dans le groupe *Autres industries et construction* (+50 000), notamment dans l'industrie alimentaire, à la suite d'acquisitions. De même, l'emploi a fortement progressé dans les filiales du groupe de branches *Electronique, énergie, optique et horlogerie* (+24 000) ainsi que dans le commerce (+24 000).

Les effectifs des filiales suisses en Europe n'ont que légèrement crû (+0,3% ou +4 000), passant à 1 427 000 personnes. Du fait de cette progression inférieure à la moyenne, la part de l'Europe dans le total des effectifs à l'étranger a diminué de deux points, pour s'établir à 48%. Au milieu des années 1980, cette part s'élevait encore à plus de 60%. Dans les pays européens, la France a en particulier subi un net fléchissement des effectifs par rapport à 2010 (-9 000), tandis que l'Allemagne a marqué la plus forte progression (+10 000).

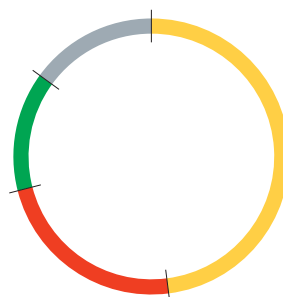
En Asie, les investisseurs suisses ont une nouvelle fois renforcé sensiblement leurs effectifs (+95 000), portant ceux-ci à 678 000 personnes. Ils ont accru leur personnel, en particulier en Chine (+56 000) et en Inde (+10 000). Ainsi, 23% des personnes travaillant dans les implantations des entreprises suisses à l'étranger étaient en Asie, contre 5% au milieu des années 1980.

Graphique 4

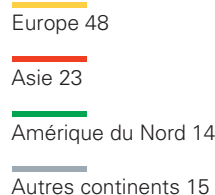
Investissements directs à l'étranger



Graphique 5



Effectifs à l'étranger fin 2011 Répartition géographique en %



Total: 3.0 millions de personnes

Investissements directs étrangers en Suisse

Importations de capitaux

Les importations de capitaux en vue d'investissements directs étrangers en Suisse se sont établies à 10 milliards de francs, contre 34 milliards en 2010. Leur baisse massive a découlé d'opérations portant sur des crédits au sein de groupes. En 2011, les flux de capitaux se sont soldés par une exportation de fonds à hauteur de 4 milliards de francs, contre une importation de 15 milliards l'année précédente. En outre, les achats et les augmentations de fonds propres sous le poste *Capital social* n'ont atteint qu'un milliard de francs, contre 8 milliards en 2010. Les bénéficiaires réinvestis ont par contre augmenté, passant de 11 milliards à 14 milliards de francs.

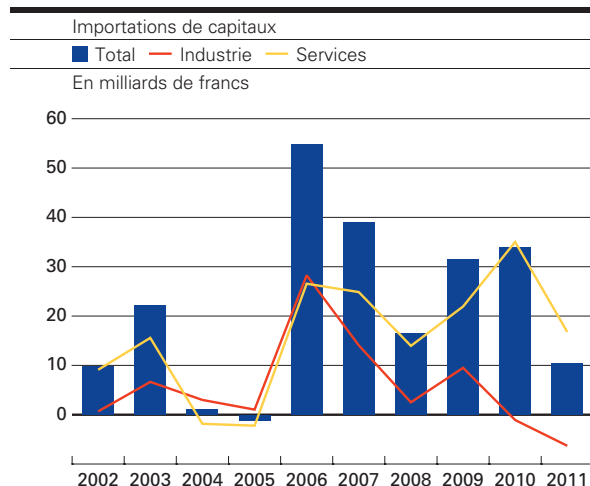
Les principales bénéficiaires des investissements directs étrangers ont été les entreprises du commerce (afflux de fonds de 11 milliards de francs, comme en 2010) ainsi que les sociétés financières et holdings (8 milliards, contre 22 milliards en 2010). Des désinvestissements de 8 milliards de francs ont par contre été enregistrés dans le groupe de branches *Métallurgie et machines*.

Les afflux de capitaux du groupe de pays *Asie, Afrique et Océanie* ont atteint 11 milliards de francs, la majeure partie provenant de Singapour, qui abrite de nombreux holdings. En outre, les autres pays d'Europe ont investi 5 milliards de francs en Suisse, et les pays d'Amérique centrale et du Sud, 4 milliards. Ces deux montants ont découlé principalement de crédits au sein de groupes.

Au total, les investisseurs de l'UE ont ramené dans leurs pays 9 milliards de francs de leurs implantations en Suisse, après y avoir investi 14 milliards en 2010. Les rapatriements ont concerné surtout des entreprises dont les investisseurs viennent du Royaume-Uni (-11 milliards de francs), de France (-5 milliards) et du Luxembourg (-4 milliards). En revanche, les entreprises sises en Suisse ont reçu 3 milliards de francs des Pays-Bas. Par ailleurs, 2 milliards de francs ont été investis en Suisse par des sociétés mères sises en Autriche.

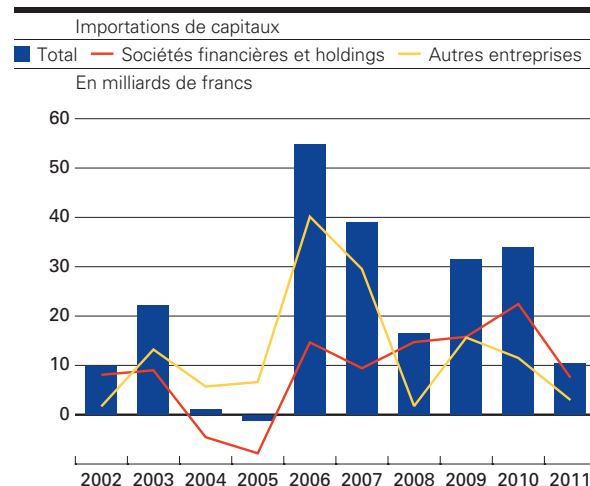
Graphique 6

Investissements directs en Suisse



Graphique 7

Investissements directs en Suisse



Stocks d'investissements directs

En 2011, les stocks d'investissements directs étrangers en Suisse se sont renforcés de 26 milliards pour s'établir à 607 milliards de francs. Cette progression tient d'une part aux importations de capitaux et, d'autre part, au fait qu'une entreprise, jusqu'alors en mains suisses, est passée dans la catégorie *en mains étrangères*. Les stocks d'investissements directs étrangers se sont principalement accrus dans le groupe de branches *Commerce* (+33 milliards) pour atteindre 105 milliards de francs. Les stocks d'investissements directs étrangers dans les sociétés financières et holdings ont en revanche légèrement reculé, passant de 343 milliards à 341 milliards de francs. La part des sociétés financières et holdings dans l'ensemble des stocks d'investissements directs étrangers s'établissait à 56%, contre 59% fin 2010. Dans les entreprises de l'industrie, ces stocks étaient de 79 milliards de francs, leur niveau ayant reculé de 3 milliards par rapport à fin 2010. La part de l'industrie dans l'ensemble des stocks d'investissements directs étrangers s'inscrivait à 13%, contre 14% fin 2010.

Les stocks d'investissements directs en provenance des autres pays d'Europe ont enregistré une augmentation particulièrement forte (+29 milliards de francs), atteignant 39 milliards de francs. Cette progression étant essentiellement due au passage dans la catégorie *en mains étrangères* d'une entreprise jusqu'alors en mains suisses, ainsi que cela a été mentionné ci-dessus. Comme au cours des années précédentes, la plupart des sociétés mères ultimes à l'étranger détenaient leurs filiales en Suisse non pas directement, mais via des sociétés intermédiaires situées dans des pays abritant de nombreux holdings. Les investisseurs immédiats ayant leur siège aux Pays-Bas (151 milliards de francs), au Luxembourg (118 milliards) et en Autriche (68 milliards)

– trois pays abritant de nombreux holdings – disposaient de stocks d'investissements directs étrangers en Suisse à hauteur de 337 milliards de francs, soit 56% du total (fin 2010: 59%). Des sociétés intermédiaires à Singapour ont été de plus en plus utilisées comme plaques tournantes pour effectuer des investissements en Suisse. Par conséquent, les stocks d'investissements directs provenant du groupe de pays *Asie, Afrique et Océanie* ont augmenté; en 2011, ils ont progressé de 9 milliards pour atteindre 16 milliards de francs. Afin de montrer où sont implantées les sociétés mères ultimes de ces investissements, la Banque nationale suisse dresse également une ventilation des stocks d'investissements directs étrangers en Suisse en fonction du pays de l'investisseur ultime (voir à ce propos le thème spécial, page 14).

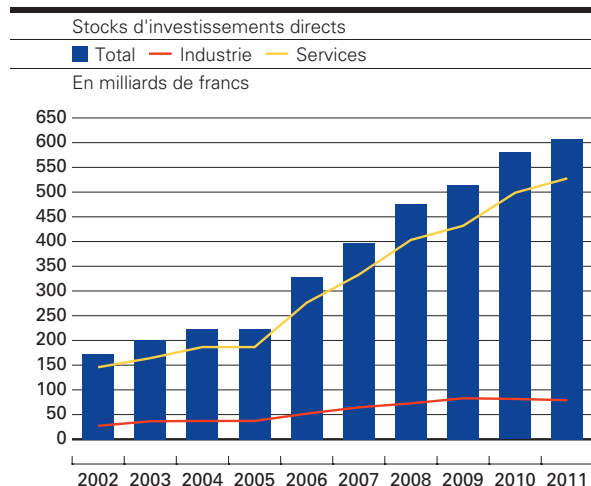
Revenus de capitaux

Les revenus découlant des investissements directs étrangers en Suisse ont porté sur 36 milliards de francs, contre 38 milliards en 2010. Ce léger recul s'explique principalement par les recettes moindres enregistrées dans les deux groupes de branches *Commerce* et *Assurances*. En revanche, les revenus du secteur de l'industrie ont progressé.

Une partie des revenus est transférée aux maisons mères à l'étranger, et le solde est maintenu dans les filiales en Suisse en tant que bénéfices réinvestis. En 2011, ces deux parts ont évolué de manière divergente. Les transferts aux sociétés mères à l'étranger ont reculé, passant de 27 milliards à 22 milliards de francs. Les bénéfices réinvestis en Suisse ont quant à eux augmenté à 14 milliards, alors qu'ils étaient de 11 milliards une année auparavant.

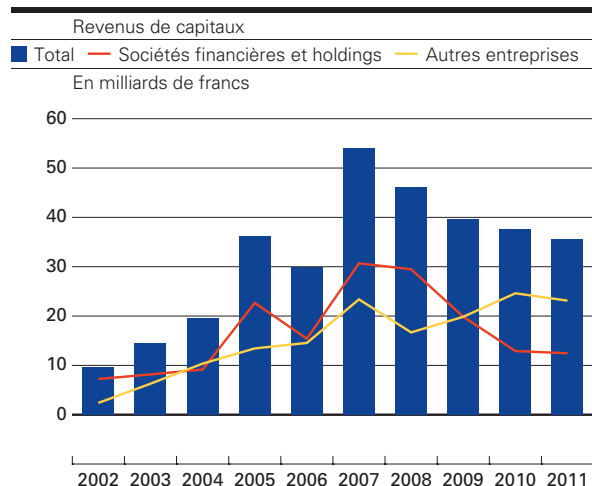
Graphique 8

Investissements directs en Suisse



Graphique 9

Investissements directs en Suisse



Effectifs

La base de données pour la partie ci-après est plus étendue que celle sur laquelle reposent les autres parties de ce rapport. En effet, les effectifs en Suisse comprennent également ceux des entreprises comptant des investisseurs directs étrangers qui n'ont pas été prises en compte dans la statistique des investissements directs du fait que leur capital est inférieur à 10 millions de francs. Les effectifs de ces entreprises ont été recensés par la Banque nationale suisse en collaboration avec l'Office fédéral de la statistique.

Les entreprises appelées à participer aux enquêtes sur les investissements directs étrangers en Suisse employaient 248 000 personnes fin 2011, soit 3 000 de plus qu'un an auparavant. Dans les autres entreprises qui sont établies en Suisse et comptent des investisseurs directs étrangers, les effectifs ont progressé de 8 000 pour s'inscrire à 183 000 personnes. Au total, 431 000 personnes travaillaient en Suisse dans des entreprises en mains étrangères. Ces emplois représentaient 11% de l'ensemble du personnel des secteurs de l'industrie et des services en Suisse (4 079 000 personnes fin 2011, contre 4 057 000 un an auparavant).

Les emplois ont augmenté (+6 000), passant à 157 000 personnes dans le secteur de l'industrie. Ils ont aussi progressé dans celui des services (+5 000, à 273 000 personnes). Les entreprises du commerce ont enregistré la plus forte croissance (+3 000). Elles employaient 106 000 personnes et occupaient ainsi le premier rang parmi tous les groupes de branches. Les entreprises du groupe de branches *Autres services* venaient au deuxième rang (85 000 personnes). Les investisseurs établis au Luxembourg, aux Pays-Bas et en Autriche – trois pays abritant de nombreux holdings – employaient dans leurs filiales en Suisse 127 000 personnes, soit 8 000 de plus que fin 2010. Ces investisseurs sont, pour une grande partie, des sociétés intermédiaires de groupes dont le siège principal est situé dans un pays tiers. C'est pourquoi la BNS dresse également une ventilation des stocks d'investissements directs étrangers en Suisse en fonction du pays de l'investisseur ultime (voir à ce propos le thème spécial page 14).

Effectifs dans l'industrie et les services en Suisse (en fin d'année)

En milliers de personnes

Tableau 2

	2010	2011	Part en %
Effectifs en Suisse ¹	4 057.0	4 078.7	100.0
dont			
dans des entreprises comptant des investisseurs directs étrangers	419.6	430.6	10.6
dans des entreprises entrant dans la statistique des investissements directs	245.2	248.0	6.1
dans des entreprises n'entrant pas dans la statistique des investissements directs ¹	174.4	182.7	4.5

¹ Sources: Office fédéral de la statistique, Neuchâtel, et Amt für Statistik, Vaduz.

Thèmes spéciaux

Les investisseurs directs suisses et leurs effectifs en Suisse et à l'étranger

Les entreprises suisses qui investissent à l'étranger sont des employeurs importants également dans notre pays. Fin 2011, 857 000 personnes travaillaient en Suisse pour leur compte, ce qui représente environ 21% des emplois dans les secteurs de l'industrie et des services. Au total, 644 000 d'entre elles étaient employées par des entreprises entrant dans la statistique des investissements directs de la Banque nationale suisse. Les 213 000 personnes restantes travaillaient dans des entreprises qui ont des participations à l'étranger, mais qui n'atteignent pas le seuil déterminant pour entrer dans la statistique des investissements directs. Les données concernant ces entreprises sont recueillies en collaboration avec l'Office fédéral de la statistique (OFS).

Les implantations à l'étranger des entreprises suisses entrant dans la statistique des investissements directs employaient 2 964 000 personnes. Le nombre de personnes employées à l'étranger par les entreprises qui n'entrent pas dans cette statistique n'est pas connu.

Ainsi, au moins 3 821 000 personnes travaillaient, en Suisse et à l'étranger, pour les investisseurs directs suisses. La part des effectifs à l'étranger s'élevait à 78%.

Par rapport à l'année précédente, les effectifs des investisseurs directs suisses ont chuté de 2 500 en Suisse, alors qu'ils ont augmenté de 143 000 dans leurs implantations à l'étranger. Les investisseurs directs du groupe de branches *Commerce* ont notamment réduit leurs effectifs en Suisse, mais cette baisse a été partiellement compensée par une progression des effectifs du groupe de branches *Electronique, énergie, optique et horlogerie*. Pour ce qui est de l'évolution des effectifs à l'étranger, on se référera à la page 9.

Effectifs des entreprises suisses ayant des investissements directs à l'étranger (en fin d'année)

Tableau 3

En milliers de personnes

	2007	2008	2009	2010	2011	Part au total des effectifs, en %
Effectifs en Suisse¹	813.8	842.8	842.8	858.5	857.0	22.4
Industrie	320.5	324.6	331.8	341.4	344.6	9.0
Services	493.2	518.2	511.0	517.2	512.4	13.4
Effectifs à l'étranger	2 520.7	2 657.4	2 748.0	2 820.6	2 963.5	77.6
Industrie	1 237.5	1 265.9	1 234.7	1 272.5	1 369.5	35.8
Services	1 283.2	1 391.5	1 513.3	1 548.1	1 594.0	41.7
Total des effectifs	3 334.5	3 500.2	3 590.8	3 679.1	3 820.5	100.0
Industrie	1 558.0	1 590.5	1 566.4	1 613.9	1 714.1	44.9
Services	1 776.5	1 909.7	2 024.3	2 065.2	2 106.4	55.1

¹ Y compris les entreprises n'entrant pas dans la statistique des investissements directs.

Les données afférentes à ces entreprises proviennent de l'Office fédéral de la statistique, Neuchâtel.

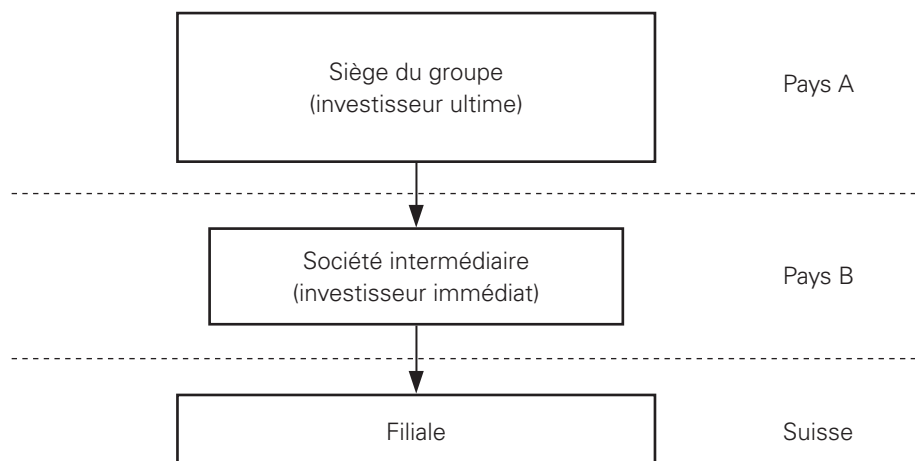
Ventilation des investissements directs étrangers en Suisse selon le pays d'origine de l'investisseur ultime

Dans la partie générale du commentaire sur les investissements directs étrangers en Suisse, le pays d'origine de l'investisseur immédiat est déterminant. Or il ne s'agit pas toujours du pays de l'investisseur qui exerce le contrôle ultime. En effet, de nombreux investisseurs immédiats appartiennent à des groupes dont le siège principal se trouve dans un autre pays (voir graphique 10). Dans ces cas, l'entreprise en Suisse est dirigée, en dernier ressort, par le siège principal du groupe, situé dans le pays A. L'investisseur immédiat dans le pays B joue uniquement le rôle de société intermédiaire.

De telles structures de groupe influent fortement sur la répartition géographique des investissements directs étrangers en Suisse. C'est pourquoi la Banque nationale suisse dresse également, pour les investissements directs étrangers en Suisse, une répartition géographique en fonction du pays de l'investisseur ultime (c'est-à-dire qui exerce le contrôle ultime de la filiale en Suisse). Il s'agit généralement du pays qui abrite le siège principal du groupe. Cette répartition est faite uniquement pour les stocks d'investissements directs et les effectifs. Pour ne pas imposer une charge administrative trop lourde aux entreprises appelées à fournir des données, les flux de capitaux ne sont pas recensés selon le critère de l'investisseur ultime.

Graphique 10

Différence entre l'investisseur immédiat et l'investisseur ultime



En 2011, les stocks d'investissements directs étrangers en Suisse qui sont détenus via des sociétés intermédiaires domiciliées dans des pays tiers se sont accrus de 15 milliards, passant à 345 milliards de francs. Leur part au total des stocks d'investissements directs étrangers s'est toutefois légèrement réduite (57%, contre 58% en 2010, voir graphique 11). Fin 2001, cette part était de 21% seulement.

Les tableaux 4 et 5 montrent, pour les principaux pays d'origine, les écarts entre l'évaluation selon l'investisseur immédiat et l'évaluation selon l'investisseur ultime pour les stocks d'investissements directs et les effectifs. Dans le cas des Etats-Unis en particulier, les stocks établis selon l'investisseur ultime s'avèrent nettement plus élevés que selon l'investisseur immédiat (respectivement 227 milliards et 69 milliards de francs). Cela montre que les entreprises de ce pays passent, dans de nombreux cas, par des pays tiers pour investir en Suisse. Le même constat peut être fait pour les investisseurs d'Amérique centrale et du Sud.

Les principaux pays tiers dans lesquels sont domiciliées les sociétés intermédiaires sont les Pays-Bas, le Luxembourg et l'Autriche. Ainsi, les stocks détenus par des investisseurs luxembourgeois atteignaient 118 milliards de francs selon le critère de l'investisseur immédiat, mais seulement 19 milliards selon le critère de l'investisseur ultime. De même, les stocks détenus par des investisseurs néerlandais atteignaient 151 milliards de francs selon le critère de l'investisseur immédiat, contre 29 milliards selon le critère de l'investisseur ultime. L'écart était aussi frappant du côté de l'Autriche: les investisseurs autrichiens détenaient des stocks de 68 milliards de francs selon le critère de l'investisseur immédiat, mais de 5 milliards seulement selon le critère de l'investisseur ultime.

La Suisse apparaît aussi comme pays d'origine de l'investisseur ultime dans les tableaux 4 et 5. En effet, certains investisseurs directs domiciliés en Suisse investissent en Suisse en passant eux aussi par des sociétés intermédiaires établies dans des pays tiers. Le terme de *round-tripping* désigne couramment ce genre de mouvements en anglais, étant donné que les capitaux font un aller-retour pour se retrouver à leur point de départ. En

2011, les stocks d'investissements concernés s'élevaient à 42 milliards de francs (contre 51 milliards l'année précédente).

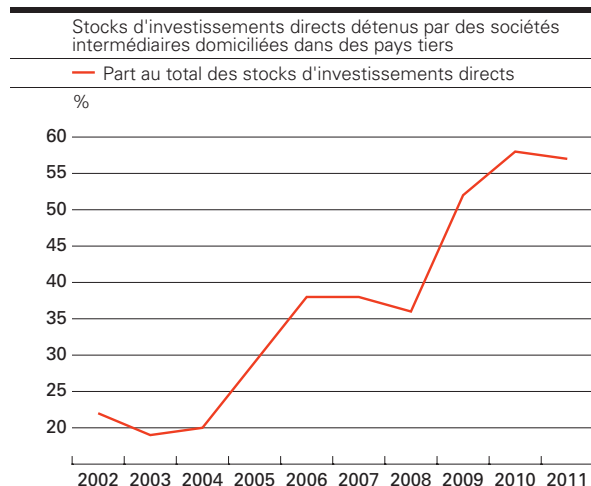
Dans la répartition des effectifs également, on observe des écarts entre les deux approches; les différences ont concerné les mêmes pays que pour les stocks d'investissement, mais elles étaient proportionnellement moins marquées. En particulier pour les pays qui ne font pas partie de l'UE, la répartition selon le critère de l'investisseur ultime conduit, en 2011, à des chiffres nettement plus élevés que ceux résultant de la répartition selon le critère de l'investisseur immédiat. L'écart le plus important concerne les Etats-Unis (+32 000 personnes). Par contre, le nombre de personnes travaillant dans des filiales néerlandaises en Suisse s'est inscrit à 68 000 selon le critère de l'investisseur immédiat et à 17 000 seulement selon le critère de l'investisseur ultime. La diminution était sensible également dans le cas du Luxembourg: 37 000 personnes selon le critère de l'investisseur immédiat, contre 11 000 selon le critère de l'investisseur ultime.

Les stocks d'investissements directs présentent une évolution très contrastée entre 2002 et 2011 selon le critère retenu (voir graphique 12). En 2002, les stocks d'investissements directs de l'UE étaient de 100 milliards de francs selon le critère de l'investisseur immédiat et de 85 milliards de francs selon celui de l'investisseur ultime. En 2011, ils sont respectivement passés à 465 milliards (+365 milliards) et à seulement 200 milliards de francs (+115 milliards). Pour les Etats-Unis, l'évolution a été exactement inverse: les stocks d'investissements directs, qui étaient en 2002 de 66 milliards de francs selon le critère de l'investisseur immédiat et de 71 milliards de francs selon celui de l'investisseur ultime, sont respectivement passés à 69 milliards de francs (+3 milliards) et à 227 milliards de francs (+156 milliards) en 2011.

Il en ressort que les entreprises des Etats-Unis n'ont pratiquement pas investi directement en Suisse dans les dix dernières années, mais sont plutôt passées par des sociétés intermédiaires basées dans l'UE. L'année 2011 est la première où les stocks d'investissements directs des Etats-Unis selon le critère de l'investisseur ultime ont dépassé ceux de l'UE.

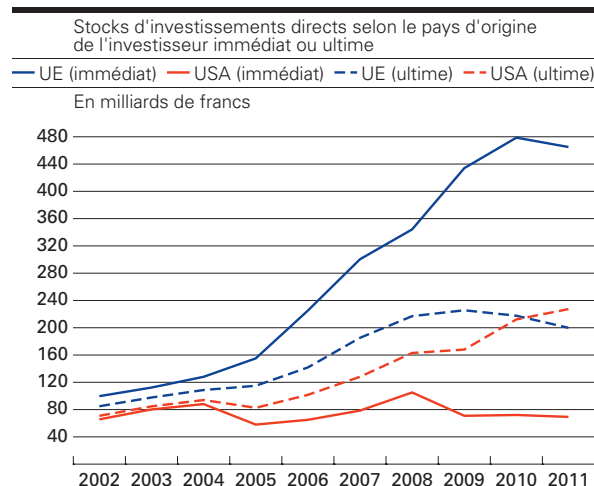
Graphique 11

Investissements directs en Suisse



Graphique 12

Investissements directs en Suisse



Stocks d'investissements directs en Suisse répartis selon le pays d'origine de l'investisseur immédiat et de l'investisseur ultime (fin 2011)

Tableau 4

	Répartition en fonction de l'investisseur immédiat		Répartition en fonction de l'investisseur ultime		Ecart En milliards de francs
	En milliards de francs	Part en %	En milliards de francs	Part en %	
Europe	503.8	83%	277.8	46%	-226.0
UE	465.0	77%	199.9	33%	-265.1
Reste de l'Europe	38.8	6%	77.9	13%	39.1
Pays sélectionnés					
Allemagne	28.9	5%	34.4	6%	5.5
France	32.4	5%	36.4	6%	4.0
Luxembourg	118.3	19%	19.1	3%	-99.2
Pays-Bas	150.5	25%	29.2	5%	-121.3
Autriche	68.1	11%	4.9	1%	-63.3
Suisse			42.0	7%	42.0
Royaume-Uni	12.3	2%	21.3	4%	9.0
Amérique du Nord	69.5	11%	247.9	41%	178.5
dont					
Etats-Unis	69.3	11%	227.3	37%	158.0
Amérique centrale et du Sud	17.7	3%	62.4	10%	44.7
Asie, Afrique, Océanie	15.8	3%	18.7	3%	2.8
Ensemble des pays	606.8	100%	606.8	100%	0.0

Effectifs répartis selon le pays d'origine de l'investisseur immédiat et de l'investisseur ultime (fin 2011)

Tableau 5

	Répartition en fonction de l'investisseur immédiat		Répartition en fonction de l'investisseur ultime		Ecart En milliers de personnes
	En milliers de personnes	Part en %	En milliers de personnes	Part en %	
Europe	351.7	82%	301.4	70%	-50.3
UE	347.8	81%	283.1	66%	-64.7
Reste de l'Europe	3.9	1%	18.3	4%	14.4
Pays sélectionnés					
Allemagne	100.2	23%	108.4	25%	8.2
France	44.9	10%	60.7	14%	15.8
Luxembourg	36.8	9%	10.7	2%	-26.1
Pays-Bas	68.3	16%	17.1	4%	-51.2
Autriche	21.5	5%	14.9	3%	-6.6
Suisse			3.5	1%	3.5
Royaume-Uni	21.0	5%	25.9	6%	4.9
Amérique du Nord	57.8	13%	91.8	21%	34.0
dont					
Etats-Unis	56.9	13%	89.0	21%	32.1
Amérique centrale et du Sud	7.8	2%	8.9	2%	1.1
Asie, Afrique, Océanie	13.3	3%	28.5	7%	15.2
Ensemble des pays	430.6	100%	430.6	100%	0.0

Nombre d'entreprises en Suisse à participation étrangère majoritaire

En Suisse, quelque 9 700 entreprises étaient contrôlées par des investisseurs directs étrangers à la fin de 2011, ce qui représente environ 3% de l'ensemble des entreprises du pays dans les secteurs de l'industrie et des services.

De ces 9 700 entreprises, environ 1 700 ont participé à l'enquête de la Banque nationale suisse sur les investissements directs. Pour les autres – environ 8 000 –, qui n'atteignaient pas le seuil fixé pour la participation à l'enquête, les données sont recueillies par la Banque nationale suisse en collaboration avec l'Office fédéral de la statistique (OFS).

La plupart des entreprises à participation étrangère majoritaire opéraient dans le secteur des services (environ 8 000, soit 83%), notamment dans les groupes *Commerce* (33%), *Autres services* (26%) et *Sociétés financières et holdings* (17%). La moitié environ des investisseurs directs venaient d'Allemagne, des Etats-Unis ou de France.

En moyenne, les entreprises à participation étrangère majoritaire présentaient des effectifs plus élevés que celles qui sont en mains suisses: elles occupaient en moyenne 46 personnes, contre 11 seulement pour les entreprises en mains suisses (état en 2008). L'écart était particulièrement marqué dans l'industrie, mais plus faible dans les services.

Nombre d'entreprises en Suisse à participation étrangère majoritaire, selon la branche et le secteur (en fin d'année)¹

Tableau 6

	2009	2010	2011	Part en %
Total²	8 714	9 529	9 727	100.0
Services	7 174	7 883	8 046	82.7
dont				
Commerce	2 861	3 108	3 177	32.7
Autres services	2 099	2 408	2 535	26.1
Sociétés financières et holdings	1 571	1 696	1 672	17.2
Industrie	1 540	1 646	1 681	17.3

¹ Y compris les entreprises n'entrant pas dans la statistique des investissements directs.

Les données afférentes à ces entreprises proviennent de l'Office fédéral de la statistique, Neuchâtel.

² En 2010, quelque 800 entreprises sont passées de la catégorie *en mains suisses* à la catégorie *en mains étrangères*.

Nombre d'entreprises en Suisse à participation étrangère majoritaire, selon le pays d'origine (en fin d'année)^{1,2}

Tableau 7

	2009	2010	2011	Part en
Total³	8 714	9 529	9 727	100.0
dont				
Allemagne	2 199	2 389	2 457	25.3
Etats-Unis	1 409	1 483	1 524	15.7
France	940	1 008	1 040	10.7

¹ Y compris les entreprises n'entrant pas dans la statistique des investissements directs.

Les données afférentes à ces entreprises proviennent de l'Office fédéral de la statistique, Neuchâtel.

² La répartition par pays est faite selon le critère de l'investisseur ultime.

³ En 2010, quelque 800 entreprises sont passées de la catégorie *en mains suisses* à la catégorie *en mains étrangères*.

Commentaires

Modifications par rapport à l'année précédente

Certaines lacunes de l'enquête sur les investissements directs ont été comblées rétroactivement pour les années 2009 et 2010. Plusieurs entreprises dont l'activité commerciale en Suisse a débuté en 2009 ou en 2010 n'avaient pas été prises en considération jusqu'alors et ont été appelées ultérieurement à fournir des données à la Banque nationale suisse. Ces données récoltées après coup ont nécessité une adaptation majeure des positions afférentes au groupe de branches *Sociétés financières et holdings*.

Fondements méthodologiques et statistiques

Définition

Les investissements directs servent en principe à exercer une influence directe et durable sur l'activité d'une entreprise à l'étranger. Habituellement, il y a investissement direct à l'étranger quand un investisseur participe à hauteur d'au moins 10% au capital (avec droit de vote) d'une entreprise sise à l'étranger ou fonde une filiale ou une succursale à l'étranger. La statistique suisse des investissements directs repose sur les directives du FMI (Manuel de la balance des paiements, 5^e édition) et de l'OCDE (Définition de référence de l'OCDE pour les investissements directs internationaux, 3^e édition).

Enquête

La Banque nationale suisse recueille chaque année et chaque trimestre des données sur les participations transfrontières, en d'autres termes sur les investissements directs suisses à l'étranger et sur les investissements directs étrangers en Suisse. Ces enquêtes portent sur la situation en fin d'année et en fin de trimestre. Environ 1 100 entreprises ou groupes établis en Suisse et dans la Principauté de Liechtenstein participent à l'enquête annuelle. Des données sont recueillies auprès des entreprises dont les stocks d'investissements directs dépassent 10 millions de francs.

Objet de l'enquête

L'enquête annuelle porte sur les stocks d'investissements directs (capital social et crédits au sein de groupes), sur les flux financiers enregistrés au cours de

l'année en rapport avec les participations aux fonds propres (fondations, acquisitions, ventes, augmentations de capital, etc.) et les crédits au sein de groupes ainsi que sur les bénéficiaires réinvestis. Ces derniers représentent la part du résultat d'exploitation qui n'est pas distribuée. Ils permettent à l'investisseur direct de renforcer sa position sans avoir à effectuer des exportations de capitaux proprement dites. En outre, des données sont demandées aux entreprises sur leurs effectifs en Suisse ainsi que dans les filiales et succursales à l'étranger. Les données sur les effectifs en Suisse dans les filiales qui sont en mains étrangères, mais n'entrent pas dans les enquêtes de la Banque nationale suisse sur les investissements directs, proviennent de l'Office fédéral de la statistique.

Les données sur les revenus transférés proviennent de l'enquête trimestrielle sur les investissements directs. Elles tiennent compte non seulement des revenus transférés qui sont tirés des capitaux d'investissements directs à l'étranger (dividendes), mais aussi du solde des intérêts dans les crédits au sein de groupes. Les contributions versées par les investisseurs directs en vue d'assainissements ainsi que les impôts à la source non récupérables sont portés en déduction.

Evaluation des stocks d'investissements directs en fin d'année

Les montants en fin d'année reposent sur des valeurs comptables. Ces valeurs sont en général inférieures aux valeurs de marché.

Rapport entre la variation des stocks d'investissements directs et les flux de capitaux

Bien que les flux de capitaux se répercutent sur les stocks d'investissements directs, on ne peut, à partir d'une variation des stocks, tirer des conclusions immédiates en ce qui concerne les flux de capitaux et inversement. Les variations des stocks proviennent aussi de facteurs qui n'apparaissent pas dans les flux de capitaux. Ainsi, les stocks peuvent varier à cause de l'évolution des cours de change, d'une modification dans la méthode comptable (adaptation aux normes comptables internationales, par exemple), etc. Lors d'une acquisition, le *goodwill* (différence entre le prix d'achat et la valeur comptable de l'entreprise) conduit à des flux de capitaux qui peuvent être supérieurs à l'augmentation des stocks d'investissements directs. D'un autre côté, les acquisitions qui sont financées à l'étranger ne donnent pas lieu à des sorties de capitaux. En outre, des écarts peuvent découler de la prise en compte, dans la

statistique, d'entreprises nouvelles (extension du cercle des entreprises appelées à fournir des données) si celles-ci avaient déjà procédé à des investissements directs. Dans un tel cas, la statistique n'indique aucun flux expliquant l'accroissement des stocks d'investissements directs.

Enfin, d'autres écarts peuvent être dus à la répartition géographique des flux de capitaux et des stocks d'investissements directs. Les flux de capitaux sont toujours ventilés en fonction du pays de la filiale immédiate pour la Suisse, alors que les stocks d'investissements le sont en fonction du pays de la filiale ultime. Dans le cas de participations croisées où interviennent plusieurs pays étrangers, il est par conséquent possible que des sorties de capitaux ne soient pas attribuées au pays enregistrant la variation correspondante des stocks d'investissements directs.

Effectifs

Sont considérées comme faisant partie du personnel toutes les personnes travaillant au moins 6 heures par semaine, y compris les apprentis, les auxiliaires et les personnes du service externe. Les données proviennent de la Banque nationale suisse et de l'Office fédéral de la statistique. Dans les enquêtes de la Banque nationale suisse, les effectifs sont recensés dans toutes les participations, qu'elles soient majoritaires ou minoritaires. Ils sont indiqués au prorata de la part du capital qui est détenue par l'investisseur direct. Par contre, les données recueillies par l'Office fédéral de la statistique portent sur la totalité des effectifs dans les entreprises qui sont majoritairement en mains d'investisseurs étrangers; elles ne sont donc pas établies en fonction de la part du capital qui est détenue par l'investisseur étranger.

Répartition géographique

Dans les investissements directs suisses à l'étranger, on indique autant que possible le pays de l'investisseur *ultime* (*ultimate beneficial owner*). Dans la pratique toutefois, ce principe ne peut être suivi dans chaque cas. Les investissements directs étrangers en Suisse sont publiés selon une répartition faite en fonction du pays de l'investisseur *immédiat*. En outre, les stocks d'investissements directs étrangers en Suisse et les effectifs dans les entreprises étrangères en Suisse sont répartis également selon le pays de l'investisseur ultime.

Répartition par branches

La répartition par branches est faite selon l'activité principale de l'entreprise en Suisse. Depuis 2004, elle se base sur la NOGA 2002 (Nomenclature générale des activités économiques). Elle reposait avant cette date sur l'ancienne Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NGAE). Dans le cadre de la présente publication, les branches ont été regroupées pour former des unités plus grandes. Les groupes de branches ainsi constitués sont définis à la page suivante.

Fondements juridiques

Les enquêtes sur les investissements directs reposent sur la loi du 3 octobre 2003 sur la Banque nationale suisse (loi sur la Banque nationale) et sur l'ordonnance du 18 mars 2004 relative à la loi sur la Banque nationale suisse (ordonnance de la Banque nationale). En vertu de l'annexe à l'ordonnance de la Banque nationale, les personnes morales et les sociétés sont tenues de fournir des données si leurs investissements directs à l'étranger dépassent 10 millions de francs au moment de l'enquête ou si les investisseurs étrangers détiennent plus de 10 millions dans leur capital.

Définition des groupes de branches¹

Textile et habillement	17: Industrie textile; 18: Industrie de l'habillement; 19: Industrie du cuir et d'articles en cuir
Chimie et plastique	23: Cokéfaction; raffinage de pétrole; traitement de combustibles nucléaires; 24: Industrie chimique; 25: Fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques
Métallurgie et machines	27: Métallurgie; 28: Travail des métaux; 29: Fabrication de machines et d'équipements; 30: Fabrication de machines de bureau, d'appareils pour le traitement des données et d'équipements informatiques; 34: Industrie automobile; 35: Fabrication d'autres moyens de transport
Electronique, énergie, optique et horlogerie	31: Fabrication d'appareils électriques pour la production, la distribution de l'électricité et d'autres activités similaires; 32: Fabrication d'équipements de radio, de télévision et de communication; 33: Fabrication d'instruments médicaux et d'instruments de précision et d'optique; horlogerie; 40: Production et distribution d'électricité, de combustibles gazeux et de chaleur; 41: Captage, traitement et distribution d'eau
Autres industries et construction	01: Agriculture, chasse et services annexes; 02: Sylviculture; 05: Pêche et aquaculture; 10: Extraction de houille, de lignite et de tourbe; 11: Extraction d'hydrocarbures et services annexes; 12: Extraction de minerais d'uranium et de thorium; 13: Extraction de minerais métalliques; 14: Extraction de la pierre et de la terre, autres industries extractives; 15: Industries alimentaires et industries des boissons; 16: Industrie du tabac; 20: Travail du bois et fabrication d'articles en bois, en liège, vannerie et sparterie (sans la fabrication de meubles); 21: Industrie du papier, du carton et de leurs dérivés; 22: Edition, impression, reproduction d'enregistrements sonores, vidéo et informatiques; 26: Fabrication de verre et d'articles en verre, en céramique, transformation de la pierre et de la terre; 36: Fabrication de meubles, de bijoux, d'instruments de musique, d'articles de sport, de jeux, de jouets et d'autres produits; 37: Récupération; 45: Construction
Commerce	50: Commerce, entretien et réparation de véhicules automobiles; stations-service; 51: Intermédiaires du commerce et commerce de gros (sans le commerce de véhicules automobiles); 52: Commerce de détail (sans le commerce de véhicules automobiles et les stations-service); réparation d'articles personnels et domestiques
Sociétés financières et holdings	65.2: Autres intermédiations financières (y compris 74.15: Activités de gestion de holdings); 67: Activités auxiliaires liées à l'intermédiation financière et aux assurances
Banques	65.1: Intermédiation financière (établissements soumis à la loi sur les banques)
Assurances	66: Assurances (sans la sécurité sociale obligatoire)
Transports et communications	60: Transports terrestres; transports par conduites; 61: Transports par eau; 62: Transports aériens; 63: Services auxiliaires des transports; agences de voyage; 64: Postes et télécommunications
Autres services	55: Hôtellerie et restauration; 70: Activités immobilières; 71: Location de machines et équipements sans opérateur; 72: Activités informatiques; 73: Recherche et développement; 74: Services aux entreprises (sans 74.15: Activités de gestion de holdings); 75: Administration publique, défense; sécurité sociale obligatoire; 80: Education et enseignement; 85: Santé, affaires vétérinaires et action sociale; 90: Collecte et traitement des eaux usées et des déchets et autres services d'assainissement; 91: Représentation d'intérêts ainsi qu'associations religieuses et diverses (sans l'action sociale, la culture et le sport); 92: Activités culturelles, sportives et récréatives; 93: Autres services; 95: Ménages avec personnel domestique; 99: Organisations et organismes extraterritoriaux

¹ La définition des branches correspond à la Nomenclature générale des activités économiques (NOGA) 2002 de l'Office fédéral de la statistique.

Définition des pays et des régions¹

	Définition des pays
France	Y compris la Guyane française, la Guadeloupe, la Martinique, Mayotte, Monaco, la Réunion ainsi que Saint-Pierre-et-Miquelon.
Portugal	Y compris les Açores et Madère.
Espagne	Y compris Ceuta, Melilla, les îles Baléares et les îles Canaries.
Royaume-Uni	Englobe l'Angleterre, l'Écosse, le Pays de Galles et l'Irlande du Nord.
Norvège	Y compris Svalbard et Jan Mayen.
Etats-Unis	Y compris Porto Rico et Navassa.
Nouvelle-Zélande	Y compris les îles Chatham, Kermadec, Three Kings, Auckland, Campbell, Antipodes ainsi que Bounty et Snares, sans la dépendance de Ross (Antarctique).
Malaisie	Malaisie péninsulaire et Malaisie orientale (Sarawak, Sabah et Labuan).
Taiïwan	Territoire douanier distinct de Taiïwan, Penghu, Kinmen et Matsu.
Inde	y compris les îles Laquedives, l'île Minicoy, les îles Amindivi, Andaman et Nicobar.
Emirats arabes unis	Aboû Dabî, Doubaï, Chârdjah, Adjmân, Oumm al Qaïwaïn, Ras al Khaïmah et Foudjaïrah.
Maroc	Y compris le Sahara occidental.

Définition des régions

UE	Allemagne, Autriche, Belgique, Chypre, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Royaume-Uni, Slovaquie, Slovénie et Suède; y compris Bulgarie et Roumanie à partir de 2007.
Reste de l'Europe	Albanie, Andorre, Bélarus, Bosnie-Herzégovine, îles Féroé, Saint-Siège, Islande, Croatie, Macédoine, Moldavie, Monténégro, Norvège, centres financiers offshore d'Europe, Fédération de Russie, Saint-Marin, Serbie, Turquie et Ukraine. Sans la Principauté de Liechtenstein qui est rattachée à la Suisse pour ce qui concerne les statistiques.
Centres financiers offshore d'Europe	Gibraltar, Guernesey, Jersey et l'île de Man.
Amérique du Nord	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux, le Groenland.
Asie	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Afghanistan, Arménie, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bhoutan, Brunei, Cambodge, Géorgie, Irak, Iran, Jordanie, Kazakhstan, Kirghizistan, Koweït, Laos, Liban, Macao, Maldives, Mongolie, Myanmar, Népal, Oman, Ouzbékistan, Qatar, République populaire démocratique de Corée, Syrie, Tadjikistan, Territoires palestiniens occupés, Timor-Leste, Turkménistan et Yémen.
Amérique centrale et du Sud	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Cuba, République Dominicaine, îles Falkland, Guyana, Honduras, Haïti, Nicaragua, Paraguay, Suriname, El Salvador, Trinité-et-Tobago, et, à partir de 2011, également Bonaire, Saint-Eustache, Saba et Jamaïque, sans Aruba.
Centres financiers offshore d'Amérique centrale et du Sud	Iles Vierges des Etats-Unis, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, îles Vierges britanniques, Curaçao, Dominique, Grenade, îles Caïmans, Montserrat, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Martin, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caïcos; à partir de 2011, également Aruba, sans Bonaire, Saint-Eustache, Saba et Jamaïque.
Afrique	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Algérie, Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Comores, Congo, Djibouti, Erythrée, Ethiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Lesotho, Libéria, Libye, Madagascar, Malawi, Mali, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Niger, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Rwanda, Sainte-Hélène, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Tchad, Territoire britannique de l'océan Indien, Togo, Zambie, Zimbabwe; à partir de 2011, également Soudan du Sud.
Océanie (et régions polaires)	Y compris, en plus des pays mentionnés dans les tableaux: Antarctique, Etats fédérés de Micronésie, Fidji, Géorgie du Sud et îles Sandwich du Sud, Guam, île Bouvet, île Christmas, îles Cocos (Keeling), îles Cook, îles Heard et McDonald, îles Mariannes du Nord, îles Marshall, îles mineures éloignées des Etats-Unis, île Norfolk, îles Salomon, Kiribati, Nauru, Niué, Nouvelle-Calédonie, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pitcairn, Polynésie française, Samoa, Samoa américaines, Terres australes françaises, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu ainsi que Wallis et Futuna.

¹ La définition des pays et des régions correspond à la Géonomenclature d'Eurostat. La définition des pays et des régions antérieure à 2007 figure dans la documentation afférente aux séries chronologiques longues du rapport sur la balance des paiements, qui peut être consultée, au format XLS, sur le site Internet de la Banque nationale suisse (www.snb.ch), sous Publications.

Tableaux

Page	Tableau
	Investissements directs suisses à l'étranger
A2	1.1 Pays – Exportations de capitaux
A4	1.2 Pays – Etat en fin d'année
A6	1.3 Pays – Effectifs
A8	1.4 Branches et secteurs – Exportations de capitaux
A9	1.5 Branches et secteurs – Etat en fin d'année
A10	1.6 Branches et secteurs – Effectifs
A11	1.7 Branches et secteurs – Revenus de capitaux
A12	1.8 Types de capitaux et groupes de pays – Exportations de capitaux
	Investissements directs étrangers en Suisse
A14	2.1 Pays – Importations de capitaux
A15	2.2 Pays – Etat en fin d'année
A16	2.3 Pays – Effectifs
A19	2.4 Branches et secteurs – Importations de capitaux
A19	2.5 Branches et secteurs – Etat en fin d'année
A20	2.6 Branches et secteurs – Effectifs
A21	2.7 Branches et secteurs – Revenus de capitaux
A22	2.8 Types de capitaux et groupes de pays – Importations de capitaux
A24	Autres publications de la BNS contenant des données sur les investissements directs

Explication des signes

—	Donnée absolument nulle.
.	Donnée confidentielle, non disponible ou non utilisable.
195	Donnée nouvelle ou révisée (chiffres en caractères gras).
	Rupture dans la série.

Différences dans les totaux

Les différences dans les totaux et les soldes viennent du fait que les chiffres ont été arrondis.

Pratique en matière de révision des données

Chaque année, les données font l'objet d'une révision, en décembre, à l'occasion de la publication du rapport sur les investissements directs. En outre, les données sur les flux d'investissements directs et sur les revenus tirés des investissements directs sont révisées en août lors de la parution du rapport sur la balance des paiements. Le rapport publié en décembre sur les investissements directs contient les données provisoires pour l'année examinée, mais aussi les données révisées pour les années précédentes.

Ces révisions tiennent compte des données parvenues ultérieurement.

Si les nouvelles informations portent sur une période antérieure, elles entraînent une révision des données pour cette période. Les modifications d'ordre méthodologique, les changements apportés dans les classifications et le recours à de nouvelles sources, y compris pour une période antérieure, sont précisés dans la partie «Commentaires» du rapport sur les investissements directs.

Séries chronologiques longues

Les tableaux publiés dans le rapport sur les investissements directs sont également disponibles sur le site Internet de la BNS, sous www.snb.ch, *Publications, Investissements directs*. Les séries sur Internet portent sur des périodes plus longues et se prêtent au téléchargement.

1.1 Investissements directs suisses à l'étranger – Pays¹

Exportations de capitaux^{2, 3, 4}

En millions de francs

	2007	2008	2009	2010	2011
	1	2	3	4	5
Europe	44 621	26 728	4 926	22 130	3 087
UE ⁵	36 866	16 199	9 736	20 123	5 427
Reste de l'Europe ⁶	7 755	10 530	- 4 810	2 007	- 2 340
Pays sélectionnés					
Etats baltes ⁷	62	- 7	42	35	42
Belgique	1 269	292	- 1 592	1 378	5 453
Bulgarie	89	- 9	- 146	102	10
Danemark	336	- 842	- 23	7	208
Allemagne	4 314	5 392	4 378	3 066	3 900
Finlande	407	664	433	137	350
France ⁸	6 185	3 083	- 68	4 338	740
Grèce	938	672	- 781	- 528	- 692
Irlande	- 5 563	- 3 782	51	2 414	- 1 731
Italie	8 270	919	- 699	- 160	- 1 051
Croatie	194	178	37	- 43	- 190
Luxembourg	11 283	14 718	- 4 921	41	- 2 189
Pays-Bas	- 574	4 641	6 056	3 614	- 1 093
Norvège	- 15	303	147	116	21
Autriche	671	- 2 763	703	- 296	649
Pologne	684	329	290	- 262	366
Portugal	- 948	- 44	- 157	186	21
Roumanie	295	468	- 126	311	596
Fédération de Russie	1 089	456	- 744	1 134	544
Suède	104	2 182	721	1 347	1 330
Slovaquie	85	23	49	22	33
Espagne	- 2 288	- 313	1 239	308	670
République tchèque	689	124	226	164	6
Turquie	456	474	37	37	185
Ukraine	255	465	348	305	146
Hongrie	- 853	189	- 253	- 243	68
Royaume-Uni ⁹	7 490	- 11 679	5 856	7 258	- 2 328
Centres financiers offshore ¹⁰	5 433	8 529	- 4 374	303	- 3 268
Amérique du Nord	1 529	26 352	8 648	23 015	11 733
Canada	2 460	- 2 692	3 321	- 997	207
Etats-Unis	- 931	29 044	5 327	24 013	11 526
Amérique centrale et du Sud	8 549	- 10 574	6 250	27 967	4 878
dont					
Argentine	221	192	507	- 505	1 539
Bolivie	44	0	36	- 43	121
Brésil	3 423	778	154	8 319	1 136
Chili	- 108	437	174	204	358
Costa Rica	752	124	33	- 411	50
Equateur	47	- 64	19	- 38	41
Guatemala	7	- 27	18	83	- 44
Colombie	65	53	221	207	- 340
Mexique	418	398	- 574	3 334	278
Pérou	- 173	358	347	1	235
Uruguay	78	323	- 175	197	268
Venezuela	- 99	315	399	144	378
Centres financiers offshore ¹¹	2 956	- 13 493	4 511	15 754	908

2007	2008	2009	2010	2011
1	2	3	4	5

Asie	3 994	- 232	8 199	8 675	16 551
dont					
Bangladesh	- 13	65	10	- 3	18
Chine	776	1 401	1 202	1 824	5 293
Hong Kong	278	63	826	451	416
Inde	630	1 207	877	1 839	711
Indonésie	156	643	318	722	- 224
Israël	40	358	178	400	- 64
Japon	2 420	1 371	1 945	317	2 935
Corée du Sud	794	839	638	277	129
Malaisie	101	95	87	140	167
Pakistan	279	42	329	15	31
Philippines	- 128	11	79	272	54
Arabie saoudite	15	479	124	- 91	298
Singapour	- 1 528	- 16 376	1 464	2 388	2 052
Sri Lanka	14	12	2	25	24
Taiwan	67	111	122	69	306
Thaïlande	460	5	70	344	228
Emirats arabes unis	- 214	7 967	- 809	- 1 757	3 700
Vietnam	14	158	8	20	78
Afrique	1 591	3 797	920	1 618	1 144
dont					
Egypte	141	171	51	202	- 145
Côte d'Ivoire	79	3	114	118	24
Kenya	18	5	- 9	- 175	38
Maroc	45	63	108	58	21
Nigéria	22	59	62	70	32
Afrique du Sud	978	3 739	- 245	127	209
Tunisie	0	7	28	10	38
Océanie	958	3 030	- 240	- 714	4 626
dont					
Australie	819	2 870	- 121	- 650	4 505
Nouvelle-Zélande	114	178	- 8	- 70	87
Ensemble des pays	61 242	49 100	28 703	82 692	42 019

¹ La répartition géographique est faite en fonction de la géonomenclature d'Eurostat.

² Le signe moins (-) indique un rapatriement de capitaux vers la Suisse (désinvestissement).

³ En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁴ Jusqu'en 1985, sans les banques.

⁵ UE à 12 jusqu'en 1994, à 15 de 1995 à 2003, à 25 de 2004 à 2006 et à 27 depuis 2007.

⁶ Jusqu'en 1994, y compris Finlande, Autriche et Suède; depuis 2000, y compris Guernesey, Jersey et île de Man, mais sans Monaco; jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006, y compris Bulgarie et Roumanie.

⁷ Estonie, Lettonie et Lituanie.

⁸ Depuis 2000, y compris Monaco, Réunion, Guyane française, Guadeloupe et Martinique.

⁹ Jusqu'en 1999, y compris Guernesey, Jersey et île de Man.

¹⁰ Gibraltar, Guernesey, Jersey et île de Man.

¹¹ Anguilla, Bahamas, Barbade, Bermudes, îles Vierges britanniques, Curaçao, îles Caïmans, Montserrat, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Martin; depuis 2000, y compris îles Vierges des Etats-Unis, Antigua-et-Barbuda, Belize, Dominique, Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caïcos; depuis 2011, y compris Aruba, mais sans Bonaire, Saint-Eustache, Saba et Jamaïque.

1.2 Investissements directs suisses à l'étranger – Pays¹

Etat en fin d'année (valeur comptable)^{2, 3}

En millions de francs

	2007	2008	2009	2010	2011	Part en pour-cent
	1	2	3	4	5	6
Europe	368 253	383 422	442 276	463 787	458 040	45.8
UE ⁴	318 237	323 439	383 484	405 580	404 356	40.4
Reste de l'Europe ⁵	50 015	59 983	58 793	58 207	53 684	5.4
Pays sélectionnés						
Etats baltes ⁶	424	450	375	410	346	0.0
Belgique	8 446	12 520	12 420	9 473	13 174	1.3
Bulgarie	462	543	354	604	477	0.0
Danemark	4 397	2 364	2 045	1 478	1 957	0.2
Allemagne	46 200	55 488	59 277	55 803	54 656	5.5
Finlande	2 912	2 898	2 769	2 339	2 538	0.3
France ⁷	32 004	35 598	32 181	34 323	37 898	3.8
Grèce	4 651	4 216	3 173	2 691	2 026	0.2
Irlande	11 760	7 427	7 488	18 642	16 353	1.6
Italie	22 698	21 941	22 072	25 921	25 139	2.5
Croatie	572	729	779	721	508	0.1
Luxembourg	31 550	27 699	72 496	77 500	78 674	7.9
Pays-Bas	36 568	34 360	40 595	54 600	52 843	5.3
Norvège	3 222	3 334	3 841	4 183	3 501	0.3
Autriche	8 104	7 804	8 581	7 845	9 702	1.0
Pologne	5 487	5 188	5 406	5 546	5 246	0.5
Portugal	3 800	3 517	2 972	2 250	1 654	0.2
Roumanie	1 768	2 265	2 121	2 280	2 630	0.3
Fédération de Russie	5 322	5 373	6 259	6 945	7 244	0.7
Suède	1 678	4 188	2 388	2 067	5 078	0.5
Slovaquie	579	644	622	659	784	0.1
Espagne	12 763	15 289	15 737	12 956	15 084	1.5
République tchèque	3 417	3 051	3 454	3 993	3 037	0.3
Turquie	2 640	3 184	3 108	2 745	2 579	0.3
Ukraine	1 192	729	1 132	1 286	1 428	0.1
Hongrie	1 863	2 108	1 732	2 560	2 344	0.2
Royaume-Uni ⁸	70 867	65 528	78 713	78 144	69 451	6.9
Centres financiers offshore ⁹	35 297	44 902	42 327	40 998	36 777	3.7
Amérique du Nord	157 249	174 491	196 238	209 391	229 346	22.9
Canada	32 631	29 524	34 283	31 872	31 764	3.2
Etats-Unis	124 618	144 967	161 955	177 520	197 582	19.8
Amérique centrale et du Sud	126 552	114 818	148 215	178 438	182 672	18.3
dont						
Argentine	1 220	1 362	1 635	2 226	7 091	0.7
Bolivie	44	96	127	92	157	0.0
Brésil	14 249	12 416	15 468	23 422	22 684	2.3
Chili	968	1 150	1 495	1 418	1 611	0.2
Costa Rica	1 145	1 147	1 161	464	524	0.1
Equateur	428	387	373	478	512	0.1
Guatemala	157	163	147	460	443	0.0
Colombie	1 531	1 325	1 574	1 752	1 415	0.1
Mexique	6 144	5 344	6 371	7 336	6 212	0.6
Pérou	49	442	748	518	919	0.1
Uruguay	734	425	408	577	911	0.1
Venezuela	1 150	1 418	1 959	2 000	2 410	0.2
Centres financiers offshore ¹⁰	99 296	90 923	114 921	134 748	136 695	13.7

2007	2008	2009	2010	2011	Part en pour-cent
1	2	3	4	5	6

Asie	58 858	66 126	79 448	88 737	97 476	9.7
dont						
Bangladesh	10	- 46	- 41	40	5	0.0
Chine	4 801	6 555	7 476	8 466	13 134	1.3
Hong Kong	4 527	4 396	4 652	4 921	5 013	0.5
Inde	2 545	2 354	6 300	9 956	8 463	0.8
Indonésie	6 428	5 958	7 035	7 280	6 997	0.7
Israël	628	712	808	1 169	989	0.1
Japon	13 281	14 891	15 356	14 340	14 970	1.5
Corée du Sud	3 221	3 193	5 105	5 569	4 432	0.4
Malaisie	1 446	1 559	1 762	1 878	2 099	0.2
Pakistan	1 576	1 371	1 571	1 432	1 432	0.1
Philippines	1 977	1 595	1 654	2 183	2 300	0.2
Arabie saoudite	148	612	666	520	829	0.1
Singapour	13 505	8 298	12 842	17 020	19 311	1.9
Sri Lanka	1	27	- 1	106	130	0.0
Taiwan	1 104	1 115	1 303	2 438	2 522	0.3
Thaïlande	2 003	1 845	2 069	2 486	2 577	0.3
Emirats arabes unis	338	8 818	7 128	4 307	7 206	0.7
Vietnam	155	209	179	326	378	0.0
Afrique	10 963	13 903	9 900	11 623	10 416	1.0
dont						
Egypte	541	1 677	1 667	2 017	1 766	0.2
Côte d'Ivoire	273	293	416	517	318	0.0
Kenya	159	156	166	169	197	0.0
Maroc	415	443	568	640	690	0.1
Nigéria	233	322	207	327	344	0.0
Afrique du Sud	7 434	8 898	3 664	3 934	2 240	0.2
Tunisie	21	25	58	64	102	0.0
Océanie	12 286	17 123	15 232	18 446	22 352	2.2
dont						
Australie	11 672	16 538	14 739	17 878	21 651	2.2
Nouvelle-Zélande	356	464	439	508	621	0.1
Ensemble des pays	734 160	769 883	891 309	970 421	1 000 301	100.0

¹ La répartition géographique est faite en fonction de la géonomenclature d'Eurostat.

² En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

³ Jusqu'en 1985, sans les banques.

⁴ UE à 10 jusqu'en 1985, à 12 de 1986 à 1994, à 15 de 1995 à 2003, à 25 de 2004 à 2006 et à 27 depuis 2007.

⁵ Jusqu'en 1985, y compris Portugal et Espagne; jusqu'en 1994, y compris Finlande, Autriche et Suède; depuis 2000, y compris Guernesey, Jersey et île de Man, mais sans Monaco; jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006, y compris Bulgarie et Roumanie.

⁶ Estonie, Lettonie et Lituanie.

⁷ Depuis 2000, y compris Monaco, Réunion, Guyane française, Guadeloupe et Martinique.

⁸ Jusqu'en 1999, y compris Guernesey, Jersey et île de Man.

⁹ Gibraltar, Guernesey, Jersey et île de Man.

¹⁰ Anguilla, Bahamas, Barbade, Bermudes, îles Vierges britanniques, Curaçao, îles Caïmans, Montserrat, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Martin; depuis 2000, y compris îles Vierges des Etats-Unis, Antigua-et-Barbuda, Belize, Dominique, Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caïcos; depuis 2011, y compris Aruba, mais sans Bonaire, Saint-Eustache, Saba et Jamaïque.

1.3 Investissements directs suisses à l'étranger – Pays¹

Effectifs à l'étranger, en fin d'année^{2, 3}

	2007	2008	2009	2010	2011	Part en pour-cent
	1	2	3	4	5	6
Europe	1 288 030	1 349 139	1 411 751	1 423 339	1 427 227	48.2
UE ⁴	1 173 085	1 211 589	1 267 869	1 280 503	1 281 832	43.3
Reste de l'Europe ⁵	114 945	137 550	143 882	142 836	145 395	4.9
Pays sélectionnés						
Etats baltes ⁶	3 708	4 289	3 708	4 269	4 733	0.2
Belgique	25 711	28 627	28 028	26 351	28 588	1.0
Bulgarie	6 502	7 505	6 081	7 165	7 135	0.2
Danemark	11 960	11 262	8 364	8 706	8 747	0.3
Allemagne	243 433	251 060	272 319	271 955	282 099	9.5
Finlande	13 044	12 755	14 691	15 074	15 317	0.5
France ⁷	165 034	172 547	149 325	142 850	133 595	4.5
Grèce	14 752	14 896	7 830	7 406	7 267	0.2
Irlande	9 083	11 256	9 668	7 602	7 596	0.3
Italie	76 571	77 089	74 932	80 251	78 222	2.6
Croatie	5 651	6 965	7 651	7 992	7 788	0.3
Luxembourg	3 805	4 522	4 965	5 105	5 634	0.2
Pays-Bas	40 657	39 315	40 381	38 852	40 482	1.4
Norvège	8 898	8 766	8 987	9 419	8 780	0.3
Autriche	41 325	41 509	40 359	40 723	40 886	1.4
Pologne	31 956	33 611	35 714	39 604	39 402	1.3
Portugal	10 353	10 065	9 758	9 493	9 100	0.3
Roumanie	12 798	19 987	21 954	24 646	26 748	0.9
Fédération de Russie	62 404	70 066	75 332	67 222	67 906	2.3
Suède	23 783	24 813	23 462	22 817	22 577	0.8
Slovaquie	7 637	8 805	8 015	7 181	7 639	0.3
Espagne	58 846	58 776	56 331	63 179	62 694	2.1
République tchèque	33 196	34 271	35 107	35 660	35 769	1.2
Turquie	12 962	14 016	18 728	20 009	21 514	0.7
Ukraine	17 864	30 176	26 500	27 844	28 835	1.0
Hongrie	31 021	36 083	33 498	35 055	35 549	1.2
Royaume-Uni ⁸	297 574	298 162	372 881	375 771	371 001	12.5
Centres financiers offshore ⁹	2 278	2 113	2 070	2 098	2 181	0.1
Amérique du Nord	376 805	405 570	390 914	397 337	412 198	13.9
Canada	42 959	54 665	51 256	54 524	56 952	1.9
Etats-Unis	333 845	350 905	339 658	342 814	355 247	12.0
Amérique centrale et du Sud	243 579	245 460	246 312	252 338	277 101	9.4
dont						
Argentine	19 089	19 528	18 661	19 262	23 847	0.8
Bolivie	4 246	3 428	2 971	3 772	3 500	0.1
Brésil	104 565	107 343	107 191	108 437	116 959	3.9
Chili	14 724	13 379	13 363	15 755	16 856	0.6
Costa Rica	3 755	3 878	4 287	4 281	5 044	0.2
Equateur	3 265	3 874	4 576	5 594	5 911	0.2
Guatemala	2 629	2 397	3 430	4 564	4 695	0.2
Colombie	11 006	12 744	13 895	14 715	16 673	0.6
Mexique	45 057	45 571	45 474	43 677	45 412	1.5
Pérou	6 678	6 472	6 470	7 416	8 913	0.3
Uruguay	1 041	1 008	1 111	1 052	1 550	0.1
Venezuela	11 230	11 037	11 607	10 914	12 263	0.4
Centres financiers offshore ¹⁰	8 112	5 281	5 098	4 780	5 803	0.2

	2007	2008	2009	2010	2011	Part en pour-cent
	1	2	3	4	5	6
Asie	487 377	511 660	540 095	583 816	678 373	22.9
dont						
Bangladesh	2 083	3 003	3 086	3 363	3 670	0.1
Chine	110 307	120 638	126 864	135 062	190 726	6.4
Hong Kong	21 167	21 684	22 024	23 457	25 289	0.9
Inde	52 978	59 307	62 516	83 677	93 895	3.2
Indonésie	47 752	43 253	45 778	43 040	44 486	1.5
Israël	5 735	6 582	6 798	7 093	7 550	0.3
Japon	63 944	64 182	74 992	71 205	71 592	2.4
Corée du Sud	8 475	8 770	8 924	10 200	10 742	0.4
Malaisie	19 091	20 282	18 922	19 099	23 137	0.8
Pakistan	12 897	13 440	13 047	13 123	10 961	0.4
Philippines	12 186	12 360	11 014	12 408	14 930	0.5
Arabie saoudite	4 303	5 064	5 823	7 096	8 072	0.3
Singapour	24 807	21 716	25 249	25 146	27 724	0.9
Sri Lanka	1 586	2 302	1 967	2 075	2 133	0.1
Taiwan	11 567	11 288	12 543	17 536	21 779	0.7
Thaïlande	45 553	48 056	46 382	50 328	55 915	1.9
Emirats arabes unis	4 269	5 547	7 926	8 614	10 361	0.3
Vietnam	10 543	11 134	11 330	12 634	14 142	0.5
Afrique	83 986	102 817	109 116	116 963	116 967	3.9
dont						
Egypte	10 644	27 589	31 412	31 541	32 238	1.1
Côte d'Ivoire	2 603	2 147	2 378	2 498	2 450	0.1
Kenya	2 036	2 293	3 193	3 357	3 760	0.1
Maroc	3 436	3 333	4 909	6 578	7 051	0.2
Nigéria	4 514	3 543	5 872	5 208	5 371	0.2
Afrique du Sud	35 208	37 659	37 198	39 306	34 449	1.2
Tunisie	2 451	2 440	2 072	2 596	2 524	0.1
Océanie	40 919	42 760	49 783	46 798	51 660	1.7
dont						
Australie	34 905	36 835	44 340	41 561	45 924	1.5
Nouvelle-Zélande	4 625	4 776	4 481	4 336	4 772	0.2
Ensemble des pays	2 520 696	2 657 405	2 747 971	2 820 592	2 963 526	100.0

¹ La répartition géographique est faite en fonction de la géonomenclature d'Eurostat.

² En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

³ Jusqu'en 1985, sans les banques.

⁴ UE à 10 jusqu'en 1985, à 12 de 1986 à 1994, à 15 de 1995 à 2003, à 25 de 2004 à 2006 et à 27 depuis 2007.

⁵ Jusqu'en 1985, y compris Portugal et Espagne; jusqu'en 1994, y compris Finlande, Autriche et Suède; depuis 2000, y compris Guernesey, Jersey et île de Man, mais sans Monaco; jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006, y compris Bulgarie et Roumanie.

⁶ Estonie, Lettonie et Lituanie.

⁷ Depuis 2000, y compris Monaco, Réunion, Guyane française, Guadeloupe et Martinique.

⁸ Jusqu'en 1999, y compris Guernesey, Jersey et île de Man.

⁹ Gibraltar, Guernesey, Jersey et île de Man.

¹⁰ Anguilla, Bahamas, Barbade, Bermudes, îles Vierges britanniques, Curaçao, îles Caïmans, Montserrat, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Martin; depuis 2000, y compris îles Vierges des Etats-Unis, Antigua-et-Barbuda, Belize, Dominique, Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caicos; depuis 2011, y compris Aruba, mais sans Bonaire, Saint-Eustache, Saba et Jamaïque.

1.4 Investissements directs suisses à l'étranger – Branches et secteurs¹

Exportations de capitaux^{2, 3, 4}

En millions de francs

	2007	2008	2009	2010	2011
	1	2	3	4	5
Industrie	27 184	28 320	10 495	7 245	19 774
Textile et habillement ^{5, 6}	4 656	38	- 3 145	- 7 134	115
Chimie et plastique	9 795	6 022	1 632	- 1 788	16 808
Métallurgie et machines	5 079	4 186	374	- 354	- 8 292
Electronique, énergie, optique et horlogerie	677	9 053	6 384	9 364	4 957
Autres industries et construction ⁷	6 977	9 022	5 250	7 156	6 185
Services	34 059	20 780	18 209	75 447	22 245
Commerce	- 381	6 445	11 617	13 062	6 675
Sociétés financières et holdings	12 779	20 701	- 5 726	42 409	952
dont					
en mains suisses ⁸	1 659	14 912	- 6 853	981	- 1 776
en mains étrangères ⁹	11 120	5 789	1 127	41 428	2 728
Banques	12 187	1 095	3 310	4 535	1 405
Assurances	- 3 444	- 7 994	6 374	13 306	11 701
Transports et communications ¹⁰	7 531	955	214	500	774
Autres services ¹¹	5 387	- 423	2 421	1 635	738
Total	61 242	49 100	28 703	82 692	42 019
Total sans les sociétés financières et holdings en mains étrangères⁹	50 122	43 312	27 576	41 264	39 291

¹ La répartition par secteurs et par branches est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse. Jusqu'en 2003, la classification était opérée selon la Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NGAE); depuis 2004, elle l'est selon la NOGA de 2002.

² Le signe moins (-) indique un rapatriement de capitaux vers la Suisse (désinvestissement).

³ En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁴ Jusqu'en 1985, sans les banques.

⁵ Jusqu'en 1992, inclus dans *Autres industries et construction*.

⁶ En 2003, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁷ Jusqu'en 1992, y compris *Textile et habillement*.

⁸ Sont réputées en mains suisses les entreprises dont la majorité du capital est soit en mains d'investisseurs directs ayant leur siège en Suisse soit constituée par le flottant.

⁹ Sont réputées en mains étrangères les entreprises dont le capital est en majorité en mains d'investisseurs directs ayant leur siège à l'étranger.

¹⁰ Jusqu'en 1992, inclus dans *Autres services*.

¹¹ Jusqu'en 1992, y compris *Transports et communications*.

1.5 Investissements directs suisses à l'étranger – Branches et secteurs¹

Etat en fin d'année (valeur comptable)^{2,3}

En millions de francs

	2007	2008	2009	2010	2011	Part en pour-cent
	1	2	3	4	5	6
Industrie	301 244	312 238	316 260	299 560	314 314	31.4
Textile et habillement ^{4,5}	21 206	18 584	17 574	8 891	9 725	1.0
Chimie et plastique	127 033	125 142	125 881	112 448	132 884	13.3
Métallurgie et machines	48 555	49 745	50 099	45 631	36 798	3.7
Electronique, énergie, optique et horlogerie	31 870	36 637	40 668	49 214	52 409	5.2
Autres industries et construction ⁶	72 581	82 129	82 038	83 375	82 499	8.2
Services	432 916	457 646	575 049	670 861	685 987	68.6
Commerce	25 594	30 872	52 487	66 911	70 074	7.0
Sociétés financières et holdings	215 304	226 957	301 444	385 159	384 974	38.5
dont						
en mains suisses ⁷	33 851	41 230	104 768	130 860	136 996	13.7
en mains étrangères ^{8,9}	181 453	185 727	196 675	254 299	247 978	24.8
Banques	86 794	79 982	82 856	74 670	75 135	7.5
Assurances	81 820	96 870	116 103	119 391	132 196	13.2
Transports et communications ¹⁰	12 238	11 901	11 990	11 711	10 110	1.0
Autres services ¹¹	11 167	11 064	10 170	13 021	13 499	1.3
Total	734 160	769 883	891 309	970 421	1 000 301	100.0
Total sans les sociétés financières et holdings en mains étrangères⁸	552 707	584 156	694 634	716 123	752 323	75.2

¹ La répartition par secteurs et par branches est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse.

Jusqu'en 2003, la classification était opérée selon la Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NGAE); depuis 2004, elle l'est selon la NOGA de 2002.

² En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

³ Jusqu'en 1985, sans les banques.

⁴ Jusqu'en 1992, inclus dans *Autres industries et construction*.

⁵ En 2003, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁶ Jusqu'en 1992, y compris *Textile et habillement*.

⁷ Sont réputées en mains suisses les entreprises dont la majorité du capital est soit en mains d'investisseurs directs ayant leur siège en Suisse soit constituée par le flottant.

⁸ Sont réputées en mains étrangères les entreprises dont le capital est en majorité en mains d'investisseurs directs ayant leur siège à l'étranger.

⁹ En 2006, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

¹⁰ Jusqu'en 1992, inclus dans *Autres services*.

¹¹ Jusqu'en 1992, y compris *Transports et communications*.

1.6 Investissements directs suisses à l'étranger – Branches et secteurs¹

Effectifs à l'étranger, en fin d'année^{2, 3}

	2007	2008	2009	2010	2011	Part en pour-cent
	1	2	3	4	5	6
Industrie	1 237 459	1 265 899	1 234 667	1 272 525	1 369 503	46.2
Textile et habillement ^{4, 5}	98 718	95 153	86 756	85 423	81 369	2.7
Chimie et plastique	286 719	288 995	284 860	286 310	302 685	10.2
Métallurgie et machines	287 386	292 121	275 774	277 086	288 044	9.7
Electronique, énergie, optique et horlogerie	180 742	194 664	197 687	215 012	238 948	8.1
Autres industries et construction ⁶	383 895	394 966	389 590	408 694	458 458	15.5
Services	1 283 237	1 391 506	1 513 304	1 548 067	1 594 023	53.8
Commerce	208 246	245 265	278 326	289 782	313 917	10.6
Sociétés financières et holdings dont	658 965	683 026	810 366	812 109	812 593	27.4
en mains suisses ⁷	37 962	40 971	80 017	77 303	79 268	2.7
en mains étrangères ⁸	621 004	642 055	730 349	734 806	733 326	24.7
Banques	102 984	102 981	80 036	82 318	83 436	2.8
Assurances	78 828	96 008	85 685	86 000	88 041	3.0
Transports et communications ⁹	110 568	124 076	120 520	124 542	138 541	4.7
Autres services ¹⁰	123 646	140 151	138 371	153 316	157 494	5.3
Total	2 520 696	2 657 405	2 747 971	2 820 592	2 963 526	100.0
Total sans les sociétés financières et holdings en mains étrangères⁸	1 899 692	2 015 350	2 017 622	2 085 786	2 230 200	75.3

¹ La répartition par secteurs et par branches est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse. Jusqu'en 2003, la classification était opérée selon la Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NGAE); depuis 2004, elle l'est selon la NOGA de 2002.

² En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

³ Jusqu'en 1985, sans les banques.

⁴ Jusqu'en 1992, inclus dans *Autres industries et construction*.

⁵ En 2003, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁶ Jusqu'en 1992, y compris *Textile et habillement*.

⁷ Sont réputées en mains suisses les entreprises dont la majorité du capital est soit en mains d'investisseurs directs ayant leur siège en Suisse soit constituée par le flottant.

⁸ Sont réputées en mains étrangères les entreprises dont le capital est en majorité en mains d'investisseurs directs ayant leur siège à l'étranger.

⁹ Jusqu'en 1992, inclus dans *Autres services*.

¹⁰ Jusqu'en 1992, y compris *Transports et communications*.

1.7 Investissements directs suisses à l'étranger – Branches et secteurs¹

Revenus de capitaux^{2,3,4}

En millions de francs

	2007	2008	2009	2010	2011
	1	2	3	4	5
Industrie	36 084	32 250	30 342	36 475	27 296
Textile et habillement ⁵	3 139	725	1 159	2 401	155
Chimie et plastique	12 817	8 429	10 468	10 521	10 920
Métallurgie et machines	4 007	2 609	2 218	2 859	2 544
Electronique, énergie, optique et horlogerie	3 059	9 430	6 777	8 964	5 500
Autres industries et construction	13 061	11 058	9 720	11 731	8 177
Services	19 137	- 25 151	22 042	38 804	16 835
Commerce	2 604	5 345	3 025	5 471	4 497
Sociétés financières et holdings	14 181	19 686	13 796	15 544	- 317
dont					
en mains suisses ⁶	3 755	1 579	2 258	12	- 9 865
en mains étrangères ⁷	10 427	18 107	11 539	15 532	9 548
Banques	- 8 671	- 54 729	- 4 760	4 814	- 166
Assurances	8 244	1 889	7 186	12 177	12 627
Transports et communications	1 418	1 570	489	- 145	- 761
Autres services	1 360	1 087	2 306	944	956
Total	55 221	7 099	52 384	75 279	44 131
Total sans les sociétés financières et holdings en mains étrangères⁷	44 795	- 11 008	40 846	59 747	34 583

¹ La répartition par secteurs et par branches est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse. Jusqu'en 2003, la classification était opérée selon la Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NGAE); depuis 2004, elle l'est selon la NOGA de 2002.

² Les revenus au titre des investissements directs sont constitués des dividendes (après déduction des contributions versées en vue d'assainissements et des impôts à la source non récupérables), du solde des intérêts des crédits au sein de groupes et des revenus réinvestis.

³ Le signe moins (-) indique une perte.

⁴ En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁵ En 2003, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁶ Sont réputées en mains suisses les entreprises dont la majorité du capital est soit en mains d'investisseurs directs ayant leur siège en Suisse soit constituée par le flottant.

⁷ Sont réputées en mains étrangères les entreprises dont le capital est en majorité en mains d'investisseurs directs ayant leur siège à l'étranger.

1.8 Investissements directs suisses à l'étranger – Types de capitaux et groupes de pays¹

Exportations de capitaux^{2,3}

En millions de francs

	2007	2008	2009	2010	2011
	1	2	3	4	5
Capital social					
Europe	32 904	17 997	- 6 098	8 838	3 859
UE ⁴	30 030	7 074	- 3 402	10 854	6 711
Reste de l'Europe ⁵	2 875	10 924	- 2 695	- 2 016	- 2 852
Amérique du Nord	4 858	29 411	5 352	12 651	- 9 557
Amérique centrale et du Sud	3 963	5 831	6 309	- 650	- 2 002
dont					
centres financiers offshore ⁶	2 809	5 123	6 863	- 7 847	- 3 777
Asie	4 418	- 6 680	2 125	1 628	11 730
Afrique	285	545	- 57	- 5	948
Océanie	47	1 502	724	- 330	2 863
Ensemble des pays	46 476	48 606	8 356	22 131	7 840
Bénéfices réinvestis					
Europe	10 440	- 4 242	9 521	9 056	9 073
UE ⁴	6 885	- 10 684	9 355	6 409	14 127
Reste de l'Europe ⁵	3 555	6 442	166	2 647	- 5 054
Amérique du Nord	- 13 247	- 19 678	5 255	13 512	4 716
Amérique centrale et du Sud	5 945	- 8 886	8 816	7 963	- 10 876
dont					
centres financiers offshore ⁶	1 010	- 9 235	6 776	5 587	- 12 875
Asie	824	3 863	5 193	5 679	3 907
Afrique	1 087	3 059	137	349	338
Océanie	1 201	23	- 1 288	- 522	1 012
Ensemble des pays	6 250	- 25 861	27 634	36 037	8 169

	2007	2008	2009	2010	2011
	1	2	3	4	5

Crédits

Europe	1 277	12 972	1 503	4 237	- 9 845
UE ⁴	- 48	19 809	3 784	2 860	- 15 411
Reste de l'Europe ⁵	1 325	- 6 837	- 2 281	1 377	5 566
Amérique du Nord	9 918	16 619	- 1 959	- 3 148	16 574
Amérique centrale et du Sud	- 1 359	- 7 519	- 8 875	20 654	17 756
dont					
centres financiers offshore ⁶	- 864	- 9 380	- 9 127	18 014	17 560
Asie	- 1 249	2 584	881	1 368	915
Afrique	219	193	840	1 275	- 142
Océanie	- 291	1 505	325	138	752
Ensemble des pays	8 516	26 355	- 7 286	24 524	26 009

Total

Europe	44 621	26 728	4 926	22 130	3 087
UE ⁴	36 866	16 199	9 736	20 123	5 427
Reste de l'Europe ⁵	7 755	10 530	- 4 810	2 007	- 2 340
Amérique du Nord	1 529	26 352	8 648	23 015	11 733
Amérique centrale et du Sud	8 549	- 10 574	6 250	27 967	4 878
dont					
centres financiers offshore ⁶	2 956	- 13 493	4 511	15 754	908
Asie	3 994	- 232	8 199	8 675	16 551
Afrique	1 591	3 797	920	1 618	1 144
Océanie	958	3 030	- 240	- 714	4 626
Ensemble des pays	61 242	49 100	28 703	82 692	42 019

¹ La répartition géographique est faite en fonction de la géonomenclature d'Eurostat.

² Le signe moins (-) indique un rapatriement de capitaux vers la Suisse (désinvestissement).

³ En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁴ UE à 12 jusqu'en 1994, à 15 de 1995 à 2003, à 25 de 2004 à 2006 et à 27 depuis 2007.

⁵ Jusqu'en 1994, y compris Finlande, Autriche et Suède; depuis 2000, y compris Guernesey, Jersey et île de Man, mais sans Monaco; jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006, y compris Bulgarie et Roumanie.

⁶ Anguilla, Bahamas, Barbade, Bermudes, îles Vierges britanniques, Curaçao, îles Caïmans, Montserrat, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Martin; depuis 2000, y compris îles Vierges des Etats-Unis, Antigua-et-Barbuda, Belize, Dominique, Grenade, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caïcos; depuis 2011, y compris Aruba, mais sans Bonaire, Saint-Eustache, Saba et Jamaïque.

2.1 Investissements directs étrangers en Suisse – Pays¹

Importations de capitaux^{2,3}

En millions de francs

	2007	2008	2009	2010	2011
	1	2	3	4	5
Europe	42 970	- 9 604	79 371	13 500	- 3 815
UE ⁴	44 082	- 8 442	78 587	13 607	- 9 128
Reste de l'Europe ⁵	- 1 112	- 1 162	783	- 107	5 314
Pays sélectionnés					
Belgique	1 057	- 2 289	- 3 408	1 444	191
Danemark	460	511	- 395	- 4 652	- 1 150
Allemagne	2 310	180	1 311	- 3 388	1 220
France ⁶	1 919	- 2 925	3 761	3 659	- 4 951
Italie	778	1 191	- 144	- 915	- 1 427
Luxembourg	833	4 011	23 353	11 001	- 4 147
Pays-Bas	21 331	- 16 151	34 381	2 570	3 228
Autriche	13 031	7 539	7 132	1 645	2 454
Suède	1 273	666	1 527	- 677	263
Espagne	- 263	74	- 745	1 185	- 509
Royaume-Uni ⁷	- 460	- 3 947	6 743	- 470	- 10 645
Amérique du Nord	4 825	21 168	- 36 251	- 2 023	- 1 211
Canada	1 055	- 661	- 125	- 28	- 10
Etats-Unis	3 770	21 829	- 36 126	- 1 995	- 1 201
Amérique centrale et du Sud	- 8 816	5 143	- 10 964	21 552	4 023
dont centres financiers offshore ⁸	- 180	5 134	- 7 126	7 440	- 973
Asie, Afrique et Océanie	- 45	- 231	- 718	918	11 496
dont Israël	45	34	21	36	1 299
Japon	- 44	- 498	87	192	2 222
Ensemble des pays	38 934	16 476	31 437	33 947	10 494

¹ La répartition géographique est faite en fonction de la géonomenclature d'Eurostat.

² Le signe moins (-) indique une sortie de capitaux (désinvestissement).

³ En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁴ UE à 12 jusqu'en 1994, à 15 de 1995 à 2003, à 25 de 2004 à 2006 et à 27 depuis 2007.

⁵ Jusqu'en 1994, y compris Finlande, Autriche et Suède; depuis 2000, y compris Guernesey, Jersey et île de Man, mais sans Monaco; jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006, y compris Bulgarie et Roumanie.

⁶ Depuis 2000, y compris Monaco, Réunion, Guyane française, Guadeloupe et Martinique.

⁷ Jusqu'en 1999, y compris Guernesey, Jersey et île de Man.

⁸ Îles Vierges des Etats-Unis, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, îles Vierges britanniques, Curaçao, Dominique, Grenade, îles Caïmans, Montserrat, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Martin, Saint-Vincent-et-les-Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caïcos; depuis 2011, y compris Aruba, mais sans Bonaire, Saint-Eustache, Saba et Jamaïque.

2.2 Investissements directs étrangers en Suisse – Pays¹

Etat en fin d'année (valeur comptable)²

En millions de francs

	2007	2008	2009	2010	2011	Part en pour-cent
	1	2	3	4	5	6
Europe	302 520	348 002	444 908	488 088	503 776	83.0
UE ³	300 439	344 234	433 974	478 665	464 978	76.6
Reste de l'Europe ⁴	2 080	3 768	10 934	9 423	38 798	6.4
Pays sélectionnés						
Belgique	6 266	4 085	3 755	5 556	5 767	1.0
Danemark	9 643	11 827	11 736	7 185	5 972	1.0
Allemagne	30 379	33 039	33 586	29 462	28 940	4.8
France ⁵	34 356	34 228	39 403	41 183	32 444	5.3
Italie	5 956	5 837	6 067	5 183	4 254	0.7
Luxembourg	40 991	66 737	107 713	128 428	118 324	19.5
Pays-Bas	94 916	98 758	124 334	148 040	150 527	24.8
Autriche	58 202	67 658	75 596	65 963	68 129	11.2
Suède	2 420	3 417	4 260	3 691	3 186	0.5
Espagne	1 423	4 052	3 579	4 350	3 798	0.6
Royaume-Uni ⁶	13 675	9 988	14 569	14 703	12 259	2.0
Amérique du Nord	79 406	105 343	71 015	72 299	69 479	11.5
Canada	868	210	82	182	196	0.0
Etats-Unis	78 537	105 133	70 933	72 117	69 282	11.4
Amérique centrale et du Sud	12 582	17 109	- 6 033	13 643	17 693	2.9
dont centres financiers offshore ⁷	31 001	35 639	16 384	22 448	21 329	3.5
Asie, Afrique et Océanie	3 161	5 560	4 943	6 365	15 850	2.6
dont Israël	600	1 010	1 121	1 290	2 442	0.4
Japon	890	625	630	826	1 965	0.3
Ensemble des pays	397 667	476 013	514 833	580 394	606 798	100.0

¹ La répartition géographique est faite en fonction de la géonomenclature d'Eurostat.

² En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

³ UE à 10 jusqu'en 1985, à 12 de 1986 à 1994, à 15 de 1995 à 2003, à 25 de 2004 à 2006 et à 27 depuis 2007.

⁴ Jusqu'en 1985, y compris Portugal et Espagne; jusqu'en 1994, y compris Finlande, Autriche et Suède; depuis 2000, y compris Guernesey, Jersey et île de Man, mais sans Monaco; jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006, y compris Bulgarie et Roumanie.

⁵ Depuis 2000, y compris Monaco, Réunion, Guyane française, Guadeloupe et Martinique.

⁶ Jusqu'en 1999, y compris Guernesey, Jersey et île de Man.

⁷ Iles Vierges des Etats-Unis, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, îles Vierges britanniques, Curaçao, Dominique, Grenade, îles Caimans, Montserrat, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Martin, Saint-Vincent-et-les-Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caicos; depuis 2011, y compris Aruba, mais sans Bonaire, Saint-Eustache, Saba et Jamaïque.

2.3 Investissements directs étrangers en Suisse – Pays¹

Effectifs en Suisse, en fin d'année

	2007	2008	2009	2010	2011	Part en pour-cent
	1	2	3	4	5	6
Entreprises entrant dans la statistique des investissements directs²						
Europe	195 540	209 064	219 394	220 479	221 481	89.3
UE ³	194 989	207 982	218 766	219 324	219 649	88.6
Reste de l'Europe ⁴	551	1 082	628	1 155	1 833	0.7
Pays sélectionnés						
Belgique	2 080	3 242	328	1 507	1 443	0.6
Danemark	14 820	15 633	15 149	14 637	14 714	5.9
Allemagne	53 526	56 361	53 671	48 507	49 497	20.0
France	21 992	21 446	21 328	20 101	21 675	8.7
Italie	9 806	8 894	8 761	9 453	7 767	3.1
Luxembourg	19 630	18 775	25 333	26 522	31 323	12.6
Pays-Bas	45 633	50 824	58 393	62 406	60 615	24.4
Autriche	7 920	10 039	12 100	13 005	14 440	5.8
Suède	5 586	5 608	5 037	4 876	5 385	2.2
Espagne	3 898	6 430	6 318	5 490	857	0.3
Royaume-Uni	7 273	7 422	7 385	7 856	7 547	3.0
Amérique du Nord	30 357	31 068	22 301	20 560	21 319	8.6
Canada	2 298	2 143	2 142	13	15	0.0
Etats-Unis	28 059	28 925	20 159	20 547	21 304	8.6
Amérique centrale et du Sud	1 522	1 999	1 476	697	503	0.2
dont centres financiers offshore ⁵	1 343	1 838	1 331	543	436	0.2
Asie, Afrique et Océanie	3 212	2 300	2 395	3 431	4 670	1.9
dont Israël	312	336	335	331	981	0.4
Japon	302	309	343	1 017	1 440	0.6
Ensemble des pays	230 631	244 429	245 565	245 167	247 973	100.0

	2007	2008	2009	2010	2011	Part en pour-cent
	1	2	3	4	5	6

Entreprises n'entrant pas dans la statistique des investissements directs⁶

Europe	108 273	113 427	126 184	126 173	130 209	71.3
UE ³	106 497	110 502	123 452	124 835	128 142	70.2
Reste de l'Europe ⁴	1 776	2 925	2 732	1 338	2 067	1.1
Pays sélectionnés						
Belgique	1 919	1 812	1 639	1 649	1 793	1.0
Danemark	1 351	1 634	1 810	1 993	2 243	1.2
Allemagne	41 913	43 023	50 270	50 173	50 707	27.8
France	20 147	20 366	21 993	21 960	23 247	12.7
Italie	4 602	5 117	5 440	5 852	5 404	3.0
Luxembourg	3 388	4 424	4 901	5 021	5 493	3.0
Pays-Bas	6 748	5 702	6 756	6 364	7 639	4.2
Autriche	5 162	5 530	5 539	5 694	7 059	3.9
Suède	6 226	6 304	7 796	7 537	6 936	3.8
Espagne	1 311	1 657	1 804	1 842	1 565	0.9
Royaume-Uni	11 649	13 812	14 021	13 636	13 436	7.4
Amérique du Nord	29 303	29 849	34 611	34 105	36 456	20.0
Canada	1 067	1 262	1 667	1 296	889	0.5
Etats-Unis	28 236	28 587	32 944	32 809	35 567	19.5
Amérique centrale et du Sud	7 909	7 133	7 369	6 533	7 327	4.0
dont						
centres financiers offshore ⁵	7 877	7 103	7 283	6 437	7 209	3.9
Asie, Afrique et Océanie	4 354	5 402	6 633	7 594	8 665	4.7
dont						
Israël	209	244	294	206	321	0.2
Japon	2 423	2 776	3 105	2 864	3 832	2.1
Ensemble des pays	149 839	155 811	174 797	174 405	182 657	100.0

¹ La répartition géographique est faite en fonction de la géonomenclature d'Eurostat.

² En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

³ UE à 15 jusqu'en 2003, à 25 de 2004 à 2006 et à 27 depuis 2007.

⁴ Jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006, y compris Bulgarie et Roumanie.

⁵ Iles Vierges des Etats-Unis, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, îles Vierges britanniques, Curaçao, Dominique, Grenade, îles Caïmans, Montserrat, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Martin, Saint-Vincent-et-les-Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caïcos; depuis 2011, y compris Aruba, mais sans Bonaire, Saint-Eustache, Saba et Jamaïque.

⁶ Source: Office fédéral de la statistique (OFS).

2.3 Investissements directs étrangers en Suisse – Pays¹ (suite)

Effectifs en Suisse, en fin d'année

	2007	2008	2009	2010	2011	Part en pour-cent
	1	2	3	4	5	6
Ensemble des entreprises						
Europe	303 813	322 491	345 578	346 652	351 690	81.7
UE ³	301 486	318 484	342 218	344 159	347 791	80.8
Reste de l'Europe ⁴	2 327	4 007	3 360	2 493	3 900	0.9
Pays sélectionnés						
Belgique	3 999	5 054	1 967	3 156	3 236	0.8
Danemark	16 171	17 267	16 959	16 630	16 957	3.9
Allemagne	95 439	99 384	103 941	98 680	100 204	23.3
France	42 139	41 812	43 321	42 061	44 922	10.4
Italie	14 408	14 011	14 201	15 305	13 171	3.1
Luxembourg	23 018	23 199	30 234	31 543	36 816	8.5
Pays-Bas	52 381	56 526	65 149	68 770	68 254	15.8
Autriche	13 082	15 569	17 639	18 699	21 499	5.0
Suède	11 812	11 912	12 833	12 413	12 321	2.9
Espagne	5 209	8 087	8 122	7 332	2 422	0.6
Royaume-Uni	18 922	21 234	21 406	21 492	20 983	4.9
Amérique du Nord						
Canada	3 365	3 405	3 809	1 309	904	0.2
Etats-Unis	56 295	57 512	53 103	53 356	56 871	13.2
Amérique centrale et du Sud						
dont						
centres financiers offshore ⁵	9 220	8 941	8 614	6 980	7 645	1.8
Asie, Afrique et Océanie						
dont						
Israël	521	580	629	537	1 302	0.3
Japon	2 725	3 085	3 448	3 881	5 272	1.2
Ensemble des pays	380 470	400 240	420 362	419 572	430 630	100.0

¹ La répartition géographique est faite en fonction de la géonomenclature d'Eurostat.

² En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

³ UE à 15 jusqu'en 2003, à 25 de 2004 à 2006 et à 27 depuis 2007.

⁴ Jusqu'en 2003, y compris États baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006, y compris Bulgarie et Roumanie.

⁵ Îles Vierges des États-Unis, Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, îles Vierges britanniques, Curaçao, Dominique, Grenade, îles Caïmans, Montserrat, Panama, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Martin, Saint-Vincent-et-les-Grenadines ainsi qu'îles Turks et Caïcos; depuis 2011, y compris Aruba, mais sans Bonaire, Saint-Eustache, Saba et Jamaïque.

⁶ Source: Office fédéral de la statistique (OFS).

2.4 Investissements directs étrangers en Suisse – Branches et secteurs¹

Importations de capitaux^{2,3}

En millions de francs

	2007	2008	2009	2010	2011
	1	2	3	4	5
Industrie	14 075	2 518	9 503	- 1 074	- 6 296
Chimie et plastique	3 404	944	2 883	2 414	2 174
Métallurgie et machines	6 375	1 041	754	- 261	- 7 724
Electronique, énergie, optique et horlogerie	3 636	- 705	3 972	- 1 588	- 580
Autres industries et construction	660	1 238	1 894	- 1 639	- 165
Services	24 859	13 958	21 935	35 020	16 789
Commerce	2 403	- 5 319	4 139	10 873	10 697
Sociétés financières et holdings	9 423	14 723	15 793	22 442	7 507
Banques ⁵	3 417	2 518	2 287	285	12
Assurances	1 615	1 267	1 288	1 299	- 1 365
Transports et communications ⁶	6 498	- 187	- 521	- 33	346
Autres services ⁷	1 503	957	- 1 051	154	- 408
Total	38 934	16 476	31 437	33 947	10 494

2.5 Investissements directs étrangers en Suisse – Branches et secteurs¹

Etat en fin d'année (valeur comptable)³

En millions de francs

	2007	2008	2009	2010	2011	Part en pour-cent
	1	2	3	4	5	6
Industrie	64 655	72 695	82 999	81 661	79 052	13.0
Chimie et plastique	33 177	33 891	37 588	38 891	38 765	6.4
Métallurgie et machines	8 421	9 834	10 577	10 163	10 326	1.7
Electronique, énergie, optique et horlogerie	16 789	20 947	23 534	22 450	22 446	3.7
Autres industries et construction	6 269	8 023	11 300	10 157	7 515	1.2
Services	333 012	403 318	431 834	498 733	527 745	87.0
Commerce	45 012	45 160	54 458	71 892	104 997	17.3
Sociétés financières et holdings ⁴	213 581	273 807	291 784	342 796	340 776	56.2
Banques ⁵	35 660	38 346	38 952	34 400	33 646	5.5
Assurances	18 326	20 863	22 810	26 256	23 455	3.9
Transports et communications ⁶	12 858	12 256	12 028	12 013	14 925	2.5
Autres services ⁷	7 575	12 886	11 803	11 377	9 947	1.6
Total	397 667	476 013	514 833	580 394	606 798	100.0

¹ La répartition par secteurs et par branches est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse.

Jusqu'en 2003, la classification était opérée selon la Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NGAE); depuis 2004, elle l'est selon la NOGA de 2002.

² Le signe moins (-) indique une sortie de capitaux (désinvestissement).

³ En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁴ En 2006, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁵ Source jusqu'en 1992: statistique bancaire (BNS).

⁶ Jusqu'en 1992, inclus dans *Autres services*.

⁷ Jusqu'en 1992, inclus dans *Transports et communications*.

2.6 Investissements directs étrangers en Suisse – Branches et secteurs¹

Effectifs en Suisse, en fin d'année

	2007	2008	2009	2010	2011	Part en pour-cent
	1	2	3	4	5	6

Entreprises entrant dans la statistique des investissements directs²

	2007	2008	2009	2010	2011	Part en pour-cent
Industrie	94 070	100 146	98 383	95 056	95 891	38.7
Chimie et plastique	19 582	20 293	22 464	21 870	23 172	9.3
Métallurgie et machines	22 066	22 711	23 503	20 939	21 388	8.6
Electronique, énergie, optique et horlogerie	31 643	34 334	32 909	31 702	32 293	13.0
Autres industries et construction	20 779	22 808	19 507	20 546	19 038	7.7
Services	136 561	144 283	147 182	150 111	152 082	61.3
Commerce	41 109	43 209	48 407	49 330	50 786	20.5
Sociétés financières et holdings	10 090	10 444	10 141	10 696	11 029	4.4
Banques	19 910	21 707	21 011	20 585	19 519	7.9
Assurances	10 487	9 369	9 513	9 300	9 295	3.7
Transports et communications	22 534	25 864	24 728	24 827	25 816	10.4
Autres services	32 433	33 691	33 382	35 373	35 636	14.4
Total	230 631	244 429	245 565	245 167	247 973	100.0

Entreprises n'entrant pas dans la statistique des investissements directs³

	2007	2008	2009	2010	2011	Part en pour-cent
Industrie	51 487	52 221	58 128	56 520	61 329	33.6
Chimie et plastique	6 906	7 103	7 526	8 213	7 607	4.2
Métallurgie et machines	17 809	18 054	19 103	18 483	19 376	10.6
Electronique, énergie, optique et horlogerie	12 089	12 629	16 166	16 650	17 703	9.7
Autres industries et construction	14 683	14 435	15 333	13 174	16 643	9.1
Services	98 352	103 590	116 669	117 885	121 328	66.4
Commerce	41 763	42 681	50 768	53 858	54 949	30.1
Sociétés financières et holdings	5 427	5 852	6 266	5 518	5 950	3.3
Banques	474	490	660	627	594	0.3
Assurances	1 023	956	1 047	1 034	1 078	0.6
Transports et communications	8 507	8 365	9 329	9 783	9 598	5.3
Autres services	41 158	45 246	48 599	47 065	49 159	26.9
Total	149 839	155 811	174 797	174 405	182 657	100.0

Ensemble des entreprises

	2007	2008	2009	2010	2011	Part en pour-cent
Industrie	145 557	152 367	156 511	151 576	157 220	36.5
Chimie et plastique	26 488	27 396	29 990	30 083	30 779	7.1
Métallurgie et machines	39 875	40 765	42 606	39 422	40 764	9.5
Electronique, énergie, optique et horlogerie	43 732	46 963	49 075	48 352	49 996	11.6
Autres industries et construction	35 462	37 243	34 840	33 720	35 681	8.3
Services	234 913	247 873	263 851	267 996	273 410	63.5
Commerce	82 872	85 890	99 175	103 188	105 735	24.6
Sociétés financières et holdings	15 517	16 296	16 407	16 214	16 979	3.9
Banques	20 384	22 197	21 671	21 212	20 113	4.7
Assurances	11 510	10 325	10 560	10 334	10 373	2.4
Transports et communications	31 041	34 229	34 057	34 610	35 414	8.2
Autres services	73 591	78 937	81 981	82 438	84 795	19.7
Total	380 470	400 240	420 362	419 572	430 630	100.0

¹ La répartition par secteurs et par branches est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse.

Jusqu'en 2003, la classification était opérée selon la Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NGAE); depuis 2004, elle l'est selon la NOGA de 2002.

² En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

³ Source: Office fédéral de la statistique (OFS).

2.7 Investissements directs étrangers en Suisse – Branches et secteurs¹

Revenus de capitaux^{2,3,4}

En millions de francs

	2007	2008	2009	2010	2011
	1	2	3	4	5
Industrie	8 256	3 577	5 211	4 586	6 072
Chimie et plastique	4 154	2 347	2 372	2 979	4 353
Métallurgie et machines	1 472	- 71	- 871	811	550
Electronique, énergie, optique et horlogerie	1 941	795	3 062	362	660
Autres industries et construction	690	506	648	434	508
Services	45 808	42 593	34 503	32 938	29 509
Commerce	4 975	7 004	9 103	13 703	12 702
Sociétés financières et holdings	30 686	29 482	19 860	12 911	12 458
Banques	3 153	2 203	2 062	1 172	1 271
Assurances	4 986	1 901	2 718	3 824	2 476
Transports et communications	1 511	1 226	590	507	605
Autres services	497	776	170	821	- 2
Total	54 064	46 170	39 714	37 524	35 580

¹ La répartition par secteurs et par branches est faite sur la base de l'activité principale de l'entreprise en Suisse. Jusqu'en 2003, la classification était opérée selon la Nomenclature générale des activités économiques de 1985 (NGAE) et, depuis 2004, elle l'est selon la NOGA de 2002.

² Les revenus au titre des investissements directs sont constitués des dividendes (après déduction des contributions versées en vue d'assainissements et des impôts à la source non récupérables), du solde des intérêts des crédits au sein de groupes et des revenus réinvestis.

³ Le signe moins (-) indique une perte.

⁴ En 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

2.8 Investissements directs étrangers en Suisse – Types de capitaux et groupes de pays¹

Importations de capitaux^{2,3}

En millions de francs

	2007	2008	2009	2010	2011
	1	2	3	4	5
Capital social					
Europe	12 066	- 5 589	55 038	- 1 642	- 9 670
UE ⁴	12 782	- 5 757	54 785	- 2 111	- 9 757
Reste de l'Europe ⁵	- 716	169	254	469	87
Amérique du Nord	351	3 936	- 28 271	- 38	- 1 119
Amérique centrale et du Sud	103	851	- 6 905	9 748	- 1 073
Asie, Afrique et Océanie	- 25	- 5	48	169	12 852
Ensemble des pays	12 494	- 807	19 910	8 237	991
Bénéfices réinvestis					
Europe	30 568	- 12 575	22 038	7 022	9 591
UE ⁴	30 687	- 12 519	22 374	6 942	12 132
Reste de l'Europe ⁵	- 118	- 56	- 337	80	- 2 541
Amérique du Nord	5 420	11 265	4 295	3 009	3 635
Amérique centrale et du Sud	69	- 284	- 123	374	1 208
Asie, Afrique et Océanie	75	214	- 195	165	- 870
Ensemble des pays	36 132	- 1 381	26 015	10 570	13 564

	2007	2008	2009	2010	2011
	1	2	3	4	5

Crédits

Europe	336	8 561	2 295	8 120	- 3 736
UE ⁴	614	9 835	1 429	8 776	- 11 504
Reste de l'Europe ⁵	- 277	- 1 275	866	- 656	7 768
Amérique du Nord	- 946	5 967	- 12 275	- 4 994	- 3 727
Amérique centrale et du Sud	- 8 988	4 576	- 3 936	11 429	3 888
Asie, Afrique et Océanie	- 95	- 440	- 571	584	- 486
Ensemble des pays	- 9 692	18 664	- 14 488	15 140	- 4 060

Total

Europe	42 970	- 9 604	79 371	13 500	- 3 815
UE ⁴	44 082	- 8 442	78 587	13 607	- 9 128
Reste de l'Europe ⁵	- 1 112	- 1 162	783	- 107	5 314
Amérique du Nord	4 825	21 168	- 36 251	- 2 023	- 1 211
Amérique centrale et du Sud	- 8 816	5 143	- 10 964	21 552	4 023
Asie, Afrique et Océanie	- 45	- 231	- 718	918	11 496
Ensemble des pays	38 934	16 476	31 437	33 947	10 494

¹ La répartition géographique est faite en fonction de la géonomenclature d'Eurostat.

² Le signe moins (-) indique une sortie de capitaux (désinvestissement).

³ En 1993 et en 2004, extension du nombre des entreprises participant à l'enquête.

⁴ UE à 12 jusqu'en 1994, à 15 de 1995 à 2003, à 25 de 2004 à 2006 et à 27 depuis 2007.

⁵ Jusqu'en 1994, y compris Finlande, Autriche et Suède; depuis 2000, y compris Guernesey, Jersey et île de Man, mais sans Monaco; jusqu'en 2003, y compris Etats baltes, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Hongrie et Chypre; jusqu'en 2006, y compris Bulgarie et Roumanie.

Autres publications de la BNS contenant des données sur les investissements directs

La BNS fournit des données sur les investissements directs dans d'autres publications. Celles-ci peuvent être consultées, en format PDF, sur le site Internet de la BNS sous *www.snb.ch, Publications*. De plus, des séries chronologiques portant sur une longue période y sont disponibles.

Balance suisse des paiements (estimations trimestrielles)

Des données sur les flux d'investissements directs, avec ventilation par branches, sont disponibles trois mois après la fin de chaque trimestre.

Balance suisse des paiements

La Balance suisse des paiements paraît en septembre. Des données récentes sur les flux d'investissements directs, avec ventilation par branches et par pays, y sont publiées sur une base annualisée.

Position extérieure nette de la Suisse

La Position extérieure nette de la Suisse paraît en décembre. Elle comprend des données récentes sur les stocks d'investissements directs.

Bulletin mensuel de statistiques économiques, tableaux Q3, R et S

La version Internet du Bulletin mensuel de statistiques économiques contient les données les plus récentes sur les investissements directs, avec ventilation par pays et par branches.

Renseignements

bop@snb.ch